

Niveaux d'APD en 2022 – Données préliminaires : Note de synthèse détaillée

Cette information a été rendue publique en avril 2023.

Contacts : Yasmin Ahmad, Yasmin.Ahmad@oecd.org

JT03556477

OCDE – Paris, le 12 avril 2023

Niveaux d'APD en 2022 – Données préliminaires

Note de synthèse détaillée

Chiffres préliminaires de l'APD en 2022

En 2022, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est montée à 204.0 milliards USD (voir Tableau 1 et Graphique 1). Ce total se décompose comme suit : 201.4 milliards USD sous forme de dons, prêts à des entités souveraines, opérations d'allégement de la dette et contributions à des institutions multilatérales (calculés sur la base de l'équivalent-don), 0.8 milliard USD consacrés à des mécanismes utilisant des instruments du secteur privé (ISP) axés sur le développement et 1.7 milliard USD sous la forme de prêts nets accordés à des entreprises privées opérant dans des pays admis à bénéficier de l'APD et de prises de participation dans de telles entreprises (calculés sur la base des flux financiers).

En 2022, l'APD totale a augmenté de 13.6 % en termes réels¹ par rapport à son niveau de 2021 (voir Tableau 2). Il s'agit de la quatrième année consécutive où l'APD dépasse son niveau record précédent ; ces chiffres marquent aussi l'une des hausses les plus fortes jamais enregistrées dans l'histoire de l'APD. L'APD a représenté 0.36 % du revenu national brut (RNB), contre 0.33 % en 2021.

Cette hausse tient en premier lieu aux dépenses consacrées au coût des réfugiés dans les pays donateurs, qui se sont chiffrées à 29.3 milliards USD en 2022, soit 14.4 % de l'APD totale des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD). En 2016, lorsque le coût des réfugiés dans les pays donateurs enregistrait son précédent record, il s'élevait à 16.0 milliards USD, représentant 11.0 % de l'APD totale (soit 18.6 milliards USD aux prix de 2022). Si l'on exclut ces coûts, l'APD a augmenté de 4.6 % en termes réels par rapport à 2021 (voir Tableau 3).

L'APD nette consacrée à l'Ukraine a également contribué à la hausse de l'APD en 2022 : elle s'est chiffrée à 16.1 milliards USD, représentant 7.8 % de l'APD totale. Sur cette somme, 1.8 milliard USD ont été fournis sous forme d'aide humanitaire (voir Tableau 4)². Les institutions de l'UE ont versé 10.6 milliards USD à l'Ukraine, dont 278 millions USD à des besoins humanitaires.

D'après les premières estimations, sur le total de l'APD consentie, les pays membres du CAD

¹ Les données en termes réels renvoient aux données ajustées de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

² Les données de l'APD pour l'Ukraine sont préliminaires et partielles, car pour de nombreux donateurs la collecte d'informations détaillées est toujours en cours.

ont dépensé 11.2 milliards USD pour des activités liées au COVID-19³, soit une baisse de 45 % par rapport à 2021. Sur ce total, 7.0 milliards USD étaient destinés à apporter un soutien à la lutte contre le COVID-19 (ex. : prévention, traitement, soins et vaccins). Les institutions de l'UE ont versé 4.8 milliards USD pour aider les pays en développement à parer aux conséquences de la pandémie, dont 1.0 milliard USD consacré à la lutte contre le COVID-19 (voir le Tableau 5).

Les dons de vaccins se sont chiffrés à 1.53 milliard USD, soit un repli de 74.1 % en termes réels par rapport à 2021. Sur ce total, 1.51 milliard USD correspondent à des dons de doses excédentaires provenant des réserves nationales de vaccins, 16 millions USD portent sur des dons de doses spécifiquement achetées pour les pays en développement, et 5 millions USD renvoient à des coûts connexes.

Pour établir la valeur des doses de vaccins contre le COVID-19 provenant des réserves nationales des différents pays en 2022, l'OCDE a recommandé que les membres appliquent un prix de 6.66 USD la dose, avec les mesures de sauvegarde qui s'imposent⁴. Tous les membres sauf un ont notifié leurs dons de vaccins conformément à la recommandation de l'OCDE (voir le Tableau 6).

L'APD bilatérale nette pour les projets et programmes ainsi que l'assistance technique (à l'exclusion des coûts pour les réfugiés dans les pays donateurs et l'aide humanitaire) ont augmenté de 12.7% en termes réels (voir graphique 2), dont une partie provient de l'aide spécifique à l'Ukraine. L'aide humanitaire s'est élevée à 22.3 milliards USD, en hausse de 1.0% en termes réels par rapport à 2021. Les dons pour remises de dette nettes restent à un bas niveau et représentent 60 millions USD. Les contributions au budget central d'organisations internationales sont restées stables, mais, en proportion de l'APD, ont représenté 25 %, contre environ 30 % les années précédentes.

Les prêts souverains bilatéraux consentis par les pays membres du CAD ont progressé, sur la base de l'équivalent-don, de 36.1 % en termes réels entre à 2021 et 2022, et ont représenté 9.3% de l'APD bilatérale. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses de leur APD bilatérale fournie sous forme de prêts souverains sont la France (22 %), le Japon (60 %) et la Corée (32 %). Les prêts souverains consentis par les institutions de l'UE ont, quant à eux, plus que doublé (+110 %), représentant 24 % de leur APD bilatérale.

Performances des donateurs bilatéraux en 2022 sur la base de l'équivalent-don

En 2022, les États-Unis sont restés le principal fournisseur d'APD parmi les pays membres du CAD (55.3 milliards USD), apportant plus d'un quart de l'APD totale du CAD ; l'Allemagne (35.0 milliards USD), le Japon (17.5 milliards USD), la France (15.9 milliards USD) et le Royaume-Uni (15.7 milliards USD) suivent. Les pays suivants ont atteint ou dépassé le seuil de 0.7 % fixé par les Nations Unies pour le rapport de l'APD au RNB⁵ : l'Allemagne (0.83 %), le Danemark (0.70 %), le Luxembourg (1.00 %), la Norvège (0.86 %) et la Suède (0.90 %). De nombreux fournisseurs non membres du CAD peuvent se prévaloir d'une longue tradition de

³ Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où plusieurs donateurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur.

⁴ Voir <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/faqs-oda-eligibility-of-covid-19-related-activities.pdf>. Ce chiffre correspond au prix moyen pondéré aligné sur le mécanisme COVAX – le mécanisme multilatéral mis en place pour fournir des vaccins aux pays en développement.

⁵ Tous les membres du CAD n'ont pas établi d'objectif domestique d'APD en proportion du RNB.

coopération pour le développement. Parmi ceux-ci, d'après les données préliminaires pour 2022 communiquées à l'OCDE, la Turquie et l'Arabie Saoudite ont consacré plus de 0.7 % de leur RNB à l'APD, avec des pourcentages respectifs de 0.79 % et 0.74 %.

Les donateurs du G7 ont fourni 75 % de l'APD totale et les pays de l'UE membres du CAD, 45 %.

L'APD a augmenté dans 26 pays membres du CAD, pour beaucoup sous l'effet d'un accroissement du soutien visant à couvrir le coût des réfugiés dans les pays donateurs, et elle a baissé dans quatre pays (voir le Tableau 2).

L'APD consentie par les 20 pays du CAD qui font partie de l'UE s'est montée à 91.6 milliards USD, ce qui représente une augmentation de 18.6 % en termes réels par rapport à 2021 et équivaut à 0.57 % de leur RNB combiné. Dans les pays du CAD membres de l'UE, les apports d'APD ont augmenté ou diminué comme suit :

- Autriche (+36.2 %) : en raison tout particulièrement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Belgique (+7.0 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale ;
- République tchèque (+167.1 %) : en raison de son soutien à l'Ukraine et du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut celui-ci, son APD a diminué ;
- Danemark (+1.6 %) : en raison du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- Finlande (+18.7 %) : en raison du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- France (+12.5 %) : en raison d'un fort accroissement de son aide à destination de l'Afrique subsaharienne et du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Allemagne (+12.0 %) : en raison d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire, mais aussi d'une hausse de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Grèce (-6.6 %) : en raison d'une baisse de son APD bilatérale et multilatérale ;
- Hongrie (-1.7 %) : en raison d'une diminution de ses contributions aux organisations multilatérales en 2022 ;
- Irlande (+125.1 %) : en raison principalement d'une forte augmentation du coût des réfugiés sur son territoire, mais aussi d'une hausse de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Italie (+15.8 %) : en raison du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- Lituanie (+121.6 %) : en raison du coût des réfugiés sur son territoire ainsi que de son aide à l'Ukraine ;
- Luxembourg (+4.4 %) : en raison d'une augmentation de ses dons bilatéraux, en particulier au titre de l'aide humanitaire ;
- Pays-Bas (+30.1 %) : en partie en raison d'une augmentation de leur APD consacrée au coût des réfugiés sur leur territoire, à leur soutien à l'Ukraine mais aussi de leurs contributions aux organisations multilatérales, en particulier les institutions de l'UE ;
- Pologne (+255.6 %) : en raison d'une forte augmentation du coût des réfugiés sur son territoire, mais aussi d'une hausse de ses contributions aux organisations internationales ;
- Portugal (+17.5 %) : en raison de la hausse de son soutien budgétaire aux pays africains, de l'aide humanitaire à l'Ukraine, et de son aide multilatérale ;
- République slovaque (+15.4 %) : en raison principalement d'une augmentation de ses contributions aux organisations multilatérales ;

- Slovénie (+48.7 %) : en raison d'une augmentation de ses dons bilatéraux destinés à soutenir le groupe des pays les moins avancés ainsi que d'une hausse de ses contributions aux organisations internationales ;
- Espagne (+26.1 %) : en raison principalement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Suède (+2.0 %) : en raison d'un budget plus élevé d'APD par rapport à son RNB dont une part a été dépensée sur le coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué.

L'APD totale des institutions de l'UE s'est accrue de 30.3 % en termes réels, en raison principalement du soutien apporté à l'Ukraine, dont une partie sous forme de prêts.

L'APD totale des autres pays du CAD a augmenté ou diminué en termes réels comme suit :

- Australie (-13.1 %) : en raison de différences dans son rapport sur l'exercice budgétaire et la date de ses dépenses liées au COVID-19 par rapport à 2021 ;
- Canada (+19.2 %) : en raison principalement de son soutien à l'Ukraine (dont une partie sous forme d'aide humanitaire), d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire et d'une hausse de ses contributions aux organisations internationales ;
- Islande (+31.8 %) : en partie en raison de son soutien à l'Ukraine et d'une hausse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Japon (+19.0 %) : en raison d'une augmentation de ses prêts bilatéraux qui comprend son soutien à l'Ukraine ;
- Corée (+7.2 %) : en raison de son aide à l'Ukraine et d'un accroissement de son aide humanitaire ;
- Nouvelle-Zélande (-17.2 %) : en raison d'un ralentissement temporaire de ses versements dans le cadre de son cycle budgétaire triennal ;
- Norvège (+2.4 %) : en raison de son aide à l'Ukraine et d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- Suisse (+16.1 %) : en raison d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- Royaume-Uni (+6.7 %) : en raison d'une hausse de son RNB en 2022 et de financements additionnels pour les coûts des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- États-Unis (+8.2 %) : en raison principalement de leur soutien à l'Ukraine et d'une augmentation du coût des réfugiés sur leur territoire.

D'autres pays fournisseurs ont également apporté des contributions de grande ampleur aux efforts de coopération pour le développement en 2022. Parmi ceux qui ont notifié leurs apports de financement à l'appui du développement à l'OCDE, les changements suivants sont à noter :

- Bulgarie (+163.6 %) : en raison principalement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Taipei chinois (+23.7 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale comme multilatérale ;
- Croatie (+41.0 %) : en raison principalement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Estonie (+229.0 %) : en raison principalement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;

- Israël⁶ (+38.6 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale, principalement à destination de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ;
- Koweït (+73.6 %) : en raison principalement d'une augmentation de ses dons et prêts bilatéraux ;
- Lettonie (+107.1 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale (coût des réfugiés sur son territoire y compris) comme multilatérale ;
- Liechtenstein (+28.8 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale à destination de l'Ukraine et de son APD multilatérale ;
- Malte (-8.6 %) : en raison d'une baisse de son APD bilatérale ;
- Monaco (+6.7 %) ;
- Qatar (+25.5 %) ;
- Roumanie (+2.0 %) ;
- Arabie saoudite (-14.3 %) : en raison d'une baisse de ses dons bilatéraux d'APD ;
- Thaïlande (+5.2 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale ;
- Turquie (-9.2 %) : en raison d'une baisse de son APD bilatérale, dispensée principalement sous forme d'aide humanitaire ;
- Émirats arabes unis (-5.6 %) : en raison d'une baisse de leur APD bilatérale comme multilatérale.

Méthodologie utilisée par le CAD de l'OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique

En 2014, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global de l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé sous forme de valeur monétaire⁷. La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et d'encourager le recours à des dons et à des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu⁸.

Ce changement dans la méthode de calcul de l'APD a pris effet avec la publication des chiffres de l'APD consentie en 2018, et le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les Tableaux 1 et 2 de la présente note.

⁶ Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

⁷ Pour en savoir plus, voir : <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-publique-au-developpement.htm>.

⁸ En 2016, les membres du CAD sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts aux institutions multilatérales. En 2020, ils se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don pour les opérations d'allégement de la dette. Ils ne sont toutefois pas encore parvenus à un accord sur la méthode de calcul de l'équivalent-don d'APD pour les prises de participation et les ISP. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD ont décidé de modalités provisoires de notification pour les ISP, selon lesquelles soit les contributions à des institutions de financement du développement (IFD) et d'autres structures recourant aux ISP peuvent être comptabilisées à leur valeur nominale (approche institutionnelle), soit les prêts et prises de participation directement négociés avec des entités du secteur privé peuvent être comptabilisés sur la base des flux financiers (approche fondée sur les instruments), le produit de toute cession de participations étant plafonné à la valeur de l'investissement initial. Le CAD procède actuellement à un examen des ISP et ses membres mèneront leurs travaux avec le soutien du Secrétariat de l'OCDE afin de parvenir à un accord pour rendre la notification des ISP conforme à la méthode de l'équivalent-don.

Les nouveaux chiffres clés de l'APD calculés selon la méthode de l'« équivalent-don » ne sont plus comparables avec les séries historiques calculées sur la base des « flux financiers ». Selon la méthode des flux financiers, les remboursements du principal sont déduits à mesure qu'ils sont effectués (les remboursements d'intérêts ne sont pas pris en compte⁹). Selon la méthode de l'équivalent-don, les paiements correspondant aussi bien au principal qu'aux intérêts sont pris en considération, mais actualisés à la valeur qui est la leur aujourd'hui.

L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD a entraîné une baisse des niveaux d'APD de -1.0 % en 2022 pour l'ensemble des pays du CAD si l'on compare à l'APD calculée sur la base des flux financiers, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Portugal (+20 %), Espagne (+6 %), Japon (+5 %), Corée (-3%), France (-9 %) et Canada (-16 %).

Par souci de transparence, l'OCDE continue de publier les données de l'APD calculée sur la base des flux financiers, mais depuis les données de 2018, les chiffres globaux de l'APD permettant de mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du revenu national brut (RNB) sont publiés sur la base de l'équivalent-don.

Apports d'APD calculés sur la base des flux financiers en 2022

Les données suivantes se réfèrent aux apports nets d'APD calculés sur la base des flux financiers, sauf mention contraire.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se sont élevés à 205.98 milliards USD en 2022, soit une augmentation de 15.3 % en termes réels par rapport à 2021 (voir le Tableau 2).

Les données préliminaires de 2022 montrent que les apports nets d'APD bilatérale fournis par les pays du CAD à l'Afrique se sont élevés à 34 milliards USD, soit une baisse de 7.4 % en termes réels par rapport à 2021. Sur ce total, l'APD nette destinée à l'Afrique subsaharienne s'est établie à 29 milliards USD, soit une régression de 7.8 % en termes réels.

Par catégorie de revenu, les apports nets d'APD bilatérale consentis par les pays du CAD ont augmenté pour tous les groupes, comme suit : les pays à faible revenu ont reçu 26 milliards USD, soit une progression de 3 % en termes réels par rapport à 2021 ; l'APD nette en faveur des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure a atteint 47 milliards USD, soit une hausse de 52.8 %, qui s'explique principalement par les apports à destination de l'Ukraine ; et l'APD nette destinée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a également grimpé de 1.4 % pour s'établir à 13 milliards USD.

Il ressort des données préliminaires que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD au groupe des pays les moins avancés se sont élevés à 32 milliards USD, soit une diminution de 0.7 % en termes réels par rapport à 2021.

L'APD demeure résiliente et s'adapte aux situations de crise

L'APD est considérée depuis longtemps comme une source stable de financement du développement, qui a pu atténuer les répercussions immédiates des précédentes crises financières (par exemple, la crise de la dette au Mexique au début des années 80, la récession

⁹ La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

du début des années 90 et la crise financière de 2008). En 2020 et 2021, au plus fort de la crise du COVID-19, de nombreux membres du CAD ont maintenu ou accru leurs budgets d'APD en soutien aux pays en développement.

En 2022, à 13.6 %, le taux de croissance de l'APD a été l'un des plus élevés jamais enregistrés ; seul le taux de 2005 lui était supérieur, quand l'APD nette avait augmenté de 32 % en raison d'opérations exceptionnelles d'allègement de la dette. Le rapport de l'APD au RNB a également enregistré une forte hausse ; la dernière fois où ce rapport avait atteint 0.36 % remonte à 1982.

L'OCDE a précédemment apporté la preuve de la fiabilité et de la résilience de l'APD dans la réponse apportée à la crise du COVID-19¹⁰, ce dont attestent une fois encore les récents chiffres enregistrés. Entre 2019 et 2022, l'APD à vocation humanitaire a progressé de 22 % en termes réels, même si la part qu'elle représente dans l'APD totale est restée plus ou moins la même (10-11 %).

Si la croissance du PIB dans les pays de l'OCDE¹¹ s'est établie à -4.4 % en 2020 et à +5.6 % en 2021, celle de l'APD est restée régulière (4.1 % en 2020 et 8.0 % en 2021). En 2022, la croissance du PIB était de 2.8 %, mais celle de l'APD a atteint 13.6 % pour faire face à la nouvelle crise.

La présente note s'appuie sur les réponses apportées par les membres de l'OCDE au Questionnaire préliminaire sur les principaux agrégats de l'APD établi par le CAD. Les chiffres définitifs et détaillés relatifs aux apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2023.

¹⁰ OCDE (2020), *Coopération pour le développement 2020 : Apprendre des crises, renforcer la résilience*, Éditions de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b8d7cf8c-fr>.

¹¹ Perspectives économiques de l'OCDE, No 112 – Novembre 2022.

TABLEAU 1 : EQUIVALENT-DON DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2022^a
Millions de USD

Les données 2022 sont préliminaires

	APD totale (1+2)	APD/RNB %	EQUIVALENT-DON					FLUX ^b			Pour mémoire : Volume des flux totaux de l'APD - versements nets	
			Bilatéral			Multilatéral		Instruments du secteur privé (ISP)		Dette et ISP, sous-total - sur la base des flux (2)		
			Dons	Equivalent- don des prêts	Remises de dettes	Dons et souscriptions au capital	Equivalent- don des prêts	Equivalent- don de l'APD sous-total (1)	Approche institutionnelle			Approche fondée sur les instruments
Allemagne	35 025	0.83	23 551	1 633	-	9 660	-	34 844	-	180	180	35 302
Australie	3 040	0.19	2 533	32	-	475	-	3 040	-	-	-	3 040
Autriche	1 853	0.39	953	-	0	766	-	1 718	-	135	135	1 842
Belgique	2 657	0.45	1 367	13	-	1 200	56	2 636	21	-	21	2 691
Canada	7 832	0.37	4 893	563	-	1 889	122	7 467	-	365	365	9 286
Corée	2 786	0.17	1 498	690	-	597	-	2 785	-	1	1	2 883
Danemark	2 857	0.70	2 044	-	27	758	-	2 829	28	-	28	2 850
Espagne	4 207	0.30	2 140	4	-	2 054	-	4 199	-	9	9	3 978
Etats-Unis	55 277	0.22	46 955	-	1	8 321	-	55 277	-	-	-	55 000
Finlande	1 614	0.58	928	-	-	593	-	1 521	-	92	92	1 614
France	15 876	0.56	6 795	2 115	12	6 041	270	15 232	-	644	644	17 353
Grèce	305	0.14	45	-	-	260	-	305	-	-	-	305
Hongrie	396	0.28	297	-	-	99	-	396	-	-	-	396
Irlande (c)	2 452	0.64	1 865	-	-	587	-	2 452	-	-	-	2 452
Islande	93	0.34	71	-	-	22	-	93	-	-	-	93
Italie	6 468	0.32	2 947	175	49	3 296	-	6 468	-	-	-	6 520
Japon	17 475	0.39	5 613	8 968	-	2 605	-	17 186	-	289	289	16 723
Lituanie	197	0.29	116	-	-	81	-	197	-	-	-	197
Luxembourg	531	1.00	375	-	-	156	-	531	-	-	-	530
Norvège	5 161	0.86	3 833	-	5	1 043	-	4 881	280	-	280	5 161
Nouvelle-Zélande	538	0.23	439	-	-	98	-	538	-	-	-	538
Pays-Bas	6 471	0.67	4 139	-	-	2 332	-	6 471	-	-	-	6 471
Pologne	3 378	0.51	2 532	27	-	819	-	3 378	-	-	-	3 363
Portugal	505	0.23	195	-	-	309	-	505	-	-	-	422
République slovaque	171	0.15	40	-	-	131	-	171	-	-	-	171
République tchèque	987	0.36	712	-	-	274	-	986	1	-	1	987
Royaume-Uni	15 748	0.51	11 268	-	-	4 102	-	15 370	356	22	377	15 716
Slovénie	164	0.27	61	-	22	81	-	164	-	-	-	164
Suède	5 456	0.90	3 364	-	-	1 973	-	5 337	119	-	119	5 456
Suisse	4 477	0.56	3 634	-	-	811	-	4 445	21	11	31	4 476
TOTAL DU CAD	203 995	0.36	135 206	14 220	116	51 431	448	201 421	827	1 747	2 574	205 979
Performance moyenne des pays du CAD		0.45										
<i>Pour mémoire :</i>												
Institutions de l'UE	23 088	-	17 486	5 439	-	17	-	22 941	-	147	147	27 631
Pays CAD-UE	91 569	0.57	54 468	3 967	110	31 469	326	90 340	170	1 060	1 229	93 063
Pays du G7	153 701	0.35	102 022	13 455	62	35 914	391	151 845	356	1 500	1 856	155 900
Pays non membres du G7	50 294	0.42	33 184	765	54	15 517	56	49 576	471	247	718	50 078
<i>Pays non-membres du CAD : ^d</i>												
Estonie	203	0.54	158	-	-	45	-	203	-	-	-	203
Israël ^e	569	0.10	520	-	-	49	-	569	-	-	-	569
Lettonie	99	0.25	28	-	-	71	-	99	-	-	-	99
Turquie	7 184	0.79	7 082	-	-	102	-	7 184	-	-	-	7 184
<i>Participants au CAD :</i>												
Arabie Saoudite	5 992	0.74	5 335	280	-	106	21	5 742	250	-	250	6 277
Azerbaïdjan	49	0.09	33	-	-	16	-	49	-	-	-	49
Bulgarie	232	0.27	139	-	-	93	-	232	-	-	-	232
Emirats arabes unis	1 352	0.33	1 076	227	-	49	-	1 352	-	-	-	1 503
Koweït	743	0.44	137	494	-	112	-	743	-	-	-	618
Qatar	820	0.46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	820
Roumanie	411	0.14	101	-	-	310	-	411	-	-	-	411
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^f</i>												
Croatie	119	0.17	57	-	-	62	-	119	-	-	-	119
Liechtenstein	33	NA	27	-	-	6	-	33	-	-	-	33
Malte	46	0.28	40	-	-	6	-	46	-	-	-	46
Monaco	24	NA	21	-	-	3	-	24	-	-	-	24
Taipei chinois	384	0.05	194	1	-	189	-	384	-	-	-	-
Thaïlande	71	0.01	37	21	-	12	-	71	-	-	-	86

a) L'APD totale en 2022 comprend un montant de 14,2 milliards USD au titre de prêts accordés à des entités souveraines éligibles à l'APD, un montant de 0,8 milliard USD constitué de l'aide apportée à des mécanismes utilisant des ISP qui ont pour but de favoriser le développement, ainsi que des retours de capitaux, bénéfiques compris, provenant de ces organismes, un montant de 1,7 milliard USD constitué de prêts et de participations apportés à des entreprises privées ayant des activités dans des pays admissibles au bénéfice de l'APD, ainsi que des remboursements et des retours de capitaux provenant de ces entreprises.

b) Versements nets. Certaines rubriques ne sont pas encore incluses dans la mesure de l'équivalent-don car les directives pour la notification des statistiques ne sont pas encore approuvées : il s'agit de l'usage des instruments du secteur privé.

[https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

c) Les données concernant le RNB en 2022 n'étant pas encore disponibles, les chiffres du RNB ont été notifiés à la place comme estimation.

d) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

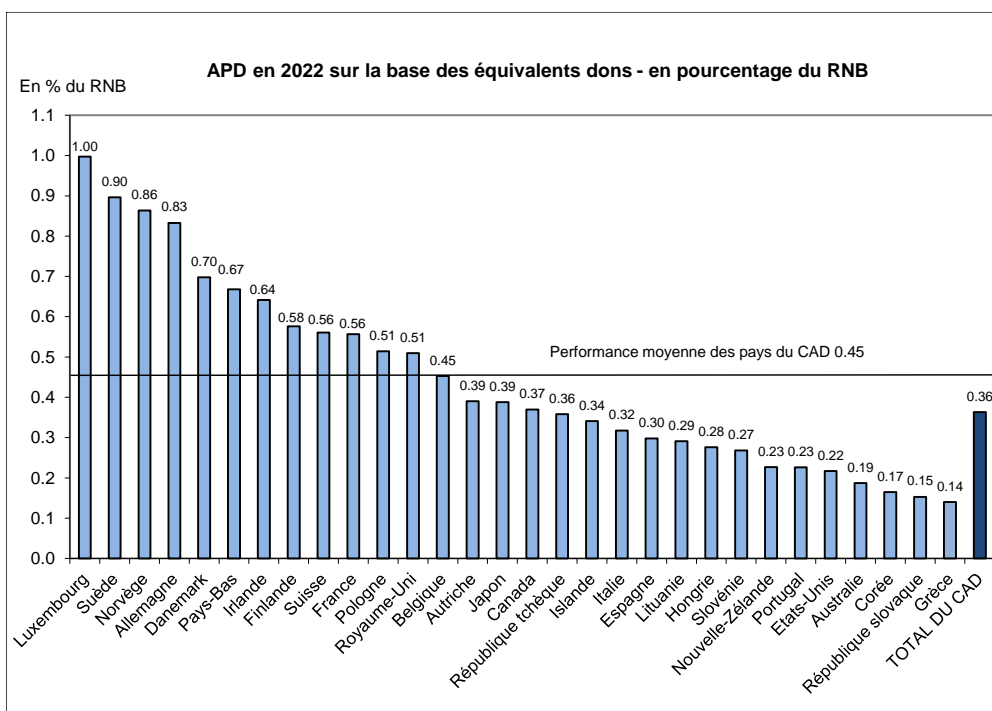
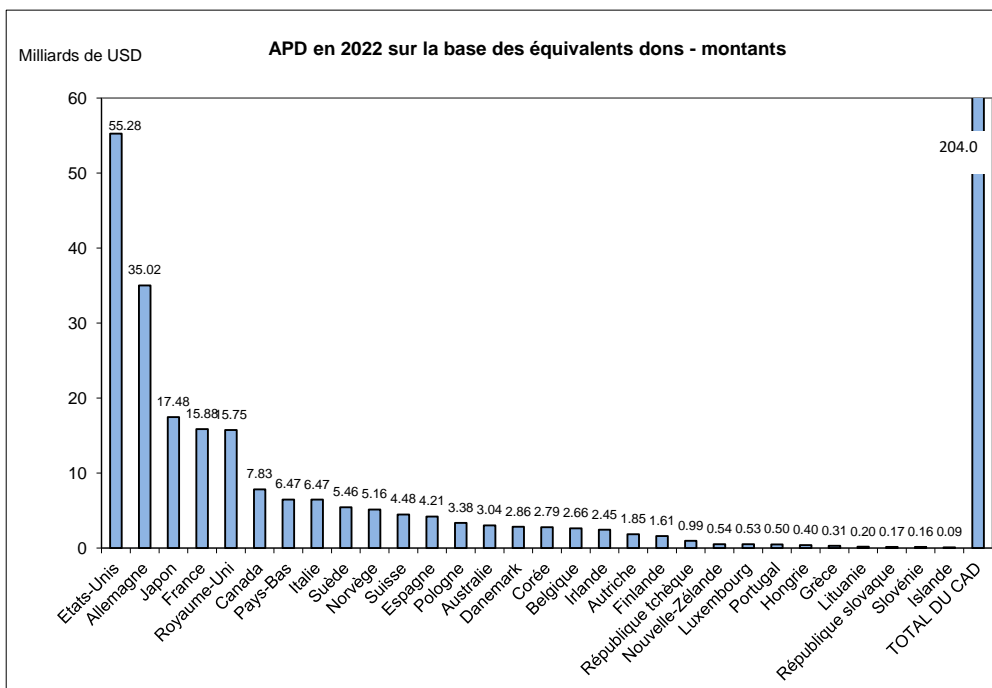
e) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

f) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2022. Monaco et le Liechtenstein n'ont pas communiqué leurs RNB en 2022

Notes: Les données 2022 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2023. Les données sont standardisées pour tous les donneurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 12 avril 2023.

GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2022, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON
Les données relatives à 2022 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2023

Tableau 2 : Tendence de l'aide publique au développement en 2021 et 2022 sur la base des équivalents dons
Millions de USD, aux prix et taux de change de 2021
Les données 2022 sont préliminaires

	2022				2021				APD Totale Variation en pourcentage entre 2021 et 2022 (c)	Pour mémoire :	
	<i>dont :</i>				<i>dont :</i>					2022	2021
	APD totale	Équivalent- don (a)	Apports nets (b)	APD/RNB %	APD totale	Équivalent- don (a)	Apports (b)	APD/RNB %		Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>											
Allemagne	37 264	37 072	192	0.83	33 272	32 418	854	0.76	12.0	37 559	32 456
Australie	3 081	3 081	-	0.19	3 546	3 546	-	0.22	-13.1	3 081	3 546
Autriche	1 998	1 852	145	0.39	1 467	1 407	60	0.31	36.2	1 986	1 492
Belgique	2 799	2 776	23	0.45	2 616	2 563	53	0.43	7.0	2 834	2 649
Canada	7 513	7 163	350	0.37	6 303	5 720	582	0.32	19.2	8 908	6 258
Corée	3 079	3 078	1	0.17	2 873	2 873	-	0.16	7.2	3 186	2 998
Danemark	2 967	2 938	29	0.70	2 921	2 921	-	0.71	1.6	2 960	2 914
Espagne	4 593	4 584	9	0.30	3 642	3 668	-26	0.26	26.1	4 343	3 358
Etats-Unis	51 705	51 705	-	0.22	47 805	47 805	-	0.20	8.2	51 446	47 528
Finlande	1 711	1 613	98	0.58	1 441	1 342	100	0.47	18.7	1 711	1 498
France	17 444	16 737	707	0.56	15 506	14 420	1 085	0.51	12.5	19 067	16 722
Grèce	318	318	-	0.14	341	341	-	0.16	-6.6	318	341
Hongrie	428	428	-	0.28	435	435	-	0.28	-1.7	428	435
Irlande	2 600	2 600	-	0.64	1 155	1 155	-	0.30	125.1	2 600	1 155
Islande	93	93	-	0.34	71	71	-	0.28	31.8	93	71
Italie	7 046	7 046	-	0.32	6 085	6 085	-	0.29	15.8	7 103	6 272
Japon	20 977	20 630	347	0.39	17 634	17 083	551	0.34	19.0	20 074	15 765
Lituanie	191	191	-	0.29	86	86	-	0.14	121.6	191	86
Luxembourg	563	563	-	1.00	539	539	-	0.99	4.4	562	539
Norvège	4 784	4 524	260	0.86	4 673	4 474	199	0.93	2.4	4 784	4 673
Nouvelle-Zélande	568	568	-	0.23	685	685	-	0.28	-17.2	568	685
Pays-Bas	6 880	6 880	-	0.67	5 288	5 288	-	0.52	30.1	6 880	5 266
Pologne	3 498	3 498	-	0.51	984	984	-	0.15	255.6	3 482	971
Portugal	539	539	-	0.23	459	459	-	0.18	17.5	450	447
République slovaque	179	179	-	0.15	155	155	-	0.14	15.4	179	155
République tchèque	978	976	1	0.36	366	363	3	0.13	167.1	978	366
Royaume-Uni	16 760	16 358	402	0.51	15 712	14 792	920	0.50	6.7	16 726	16 278
Slovenie	173	173	-	0.27	116	116	-	0.19	48.7	173	116
Suède	6 051	5 919	132	0.90	5 934	5 818	117	0.91	2.0	6 051	5 934
Suisse	4 540	4 508	32	0.56	3 912	3 872	40	0.50	16.1	4 539	3 911
TOTAL DAC	211 320	208 591	2 729	0.36	186 022	181 485	4 537	0.33	13.6	213 261	184 886
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	24 834	24 676	158	-	19 054	19 442	-388	-	30.3	29 720	20 639
Pays CAD-UE	98 219	96 883	1 337	0.57	82 808	80 563	2 244	0.50	18.6	99 855	83 173
Pays du G7	158 710	156 711	1 998	0.35	142 317	138 324	3 993	0.33	11.5	160 883	141 278
Pays non membres du G7	52 610	51 880	730	0.42	43 705	43 161	544	0.36	20.4	52 378	43 608
<i>Pays non-membres du CAD : ^d</i>											
Estonie	191	191	-	0.54	58	58	-	0.16	229.0	191	58
Israël ^e	532	532	-	0.10	384	384	-	0.09	38.6	532	384
Lettonie	95	95	-	0.25	46	46	-	0.12	107.1	95	46
Turquie	8 846	8 846	-	0.79	9 739	9 739	-	0.96	-9.2	8 846	9 739
<i>Participants du CAD : ^f</i>											
Arabie Saoudite	6 204	5 945	259	0.74	7 238	7 238	-	1.01	-14.3	6 498	7 108
Azerbaïdjan	51	51	-	0.09	-	-	-	-	-	51	-
Bulgarie	240	240	-	0.27	91	91	-	0.12	163.6	240	91
Emirats arabes unis	1 400	1 400	-	0.33	1 483	1 483	-	0.40	-5.6	1 556	1 298
Koweït	770	770	-	0.44	443	443	-	0.29	73.6	640	467
Qatar	849	849	-	0.46	677	677	-	0.38	25.5	849	677
Roumanie	426	426	-	0.14	417	417	-	0.15	2.0	426	417
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^f</i>											
Croatie	124	124	-	0.17	88	88	-	0.13	41.0	124	88
Liechtenstein	34	34	-	NA	27	27	-	NA	28.8	34	27
Malte	48	48	-	0.28	52	52	-	0.33	-8.6	48	52
Monaco	26	26	-	NA	25	25	-	NA	6.7	26	25
Taipei chinois	397	397	-	0.05	321	321	-	0.04	23.7	0	329
Thaïlande	73	73	-	0.01	70	70	-	0.01	5.2	89	85

a) Cette colonne comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les remises de dettes, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales ainsi que l'équivalent-don des prêts à ces dernières.

b) Les apports comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets.

c) En tenant compte de l'inflation (déflateurs du PIB des Perspectives Economiques No 112 - Novembre 2022) et des mouvements de change.

d) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

e) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

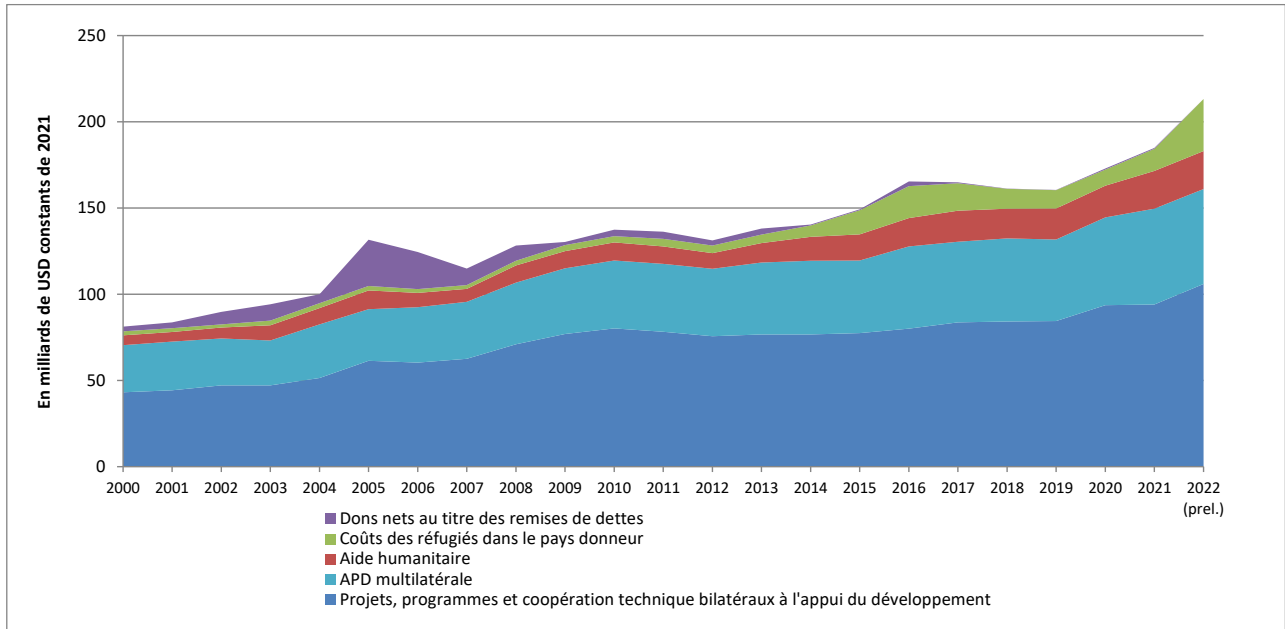
f) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2022. Liechtenstein et Monaco n'ont pas fourni de données RNB en 2021 et 2022.

Source: OCDE, 12 avril 2023.

NIVEAUX D'APD EN 2022 – DONNÉES PRÉLIMINAIRES NOTE DE SYNTHÈSE DÉTAILLÉE

Non classifié

GRAPHIQUE 2 : COMPOSITION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES PAYS MEMBRES DU CAD
Les données relatives à 2022 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2023

TABLEAU 3. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2022
Données préliminaires pour 2022

	APD millions de USD courants	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur millions de USD courants	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD %	Variation en pourcentage 2021 à 2022 ^(a) :	
				APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur Aux prix et taux de change de 2021 %	Pour mémoire: APD totale %
<i>Pays du CAD:</i>					
Allemagne	35 025	4 495	12.8	6.4	12.0
Australie	3 040	0	0.0	-13.1	-13.1
Autriche	1 853	372	20.1	13.8	36.2
Belgique ^(b)	2 657	249	9.4	7.3	7.0
Canada	7 832	944	12.1	13.2	19.2
Corée	2 786	11	0.4	6.8	7.2
Danemark	2 857	453	15.9	-12.7	1.6
Espagne	4 207	850	20.2	7.5	26.1
États-Unis	55 277	6 646	12.0	5.6	8.2
Finlande	1 614	410	25.4	-7.0	18.7
France	15 876	1 487	9.4	10.2	12.5
Grèce	305	40	13.0	-9.0	-6.6
Hongrie	396	1	0.3	-1.6	-1.7
Irlande	2 452	1 252	51.0	15.2	125.1
Islande	93	8	8.4	28.5	31.8
Italie	6 468	1 480	22.9	-1.7	15.8
Japon	17 475	51	0.3	18.6	19.0
Lituanie	197	50	25.2	69.5	121.6
Luxembourg	531	0	0.0	4.4	4.4
Norvège	5 161	485	9.4	-6.2	2.4
Nouvelle-Zélande	538	12	2.3	-17.7	-17.2
Pays-Bas	6 471	946	14.6	20.4	30.1
Pologne	3 378	2 181	64.6	28.2	255.6
Portugal	505	14	2.7	17.1	17.5
République slovaque ^(c)	171	1	0.8	15.4	15.4
République tchèque	987	646	65.4	-6.1	167.1
Royaume-Uni	15 748	4 544	28.9	-16.4	6.7
Slovénie	164	21	13.0	32.0	48.7
Suède	5 456	384	7.0	-3.8	2.0
Suisse	4 477	1 264	28.2	-8.0	16.1
TOTAL DU CAD	203 995	29 297	14.4	4.6	13.6
<i>Pour mémoire :</i>					
Pays CAD-UE	91 569	15 332	16.7	6.3	18.6

(a) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(b) La Belgique a décidé de ne pas inclure les coûts ad hoc exceptionnels des réfugiés dans le pays donneur sous la protection de la "Directive de Protection Temporaire" européenne, qui a été réactivée à la suite de l'invasion de l'Ukraine.

(c) La République slovaque a décidé de n'inclure que les coûts des réfugiés relatifs au statut de demandeurs d'asile.

Source: OECD, 12 avril 2023.

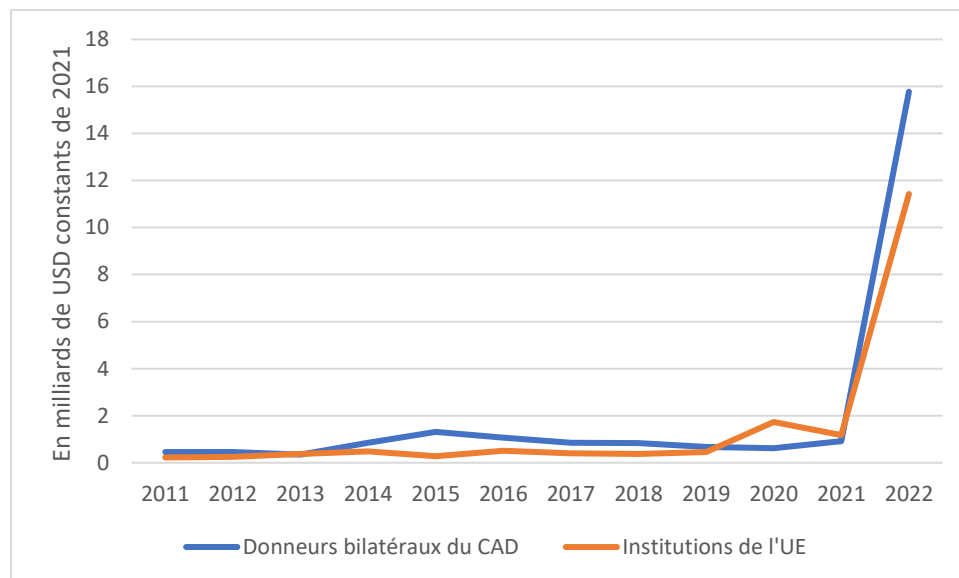
TABLE 4: SOUTIEN TOTAL DES MEMBRES DU CAD POUR L'UKRAINE EN 2022
millions de USD , sauf mention contraire
Données préliminaires pour 2022

	APD totale nette	APD bilatérale nette à l'Ukraine	dont : Aide humanitaire	Part de l'Ukraine dans l'APD totale (%)
Allemagne	35 302	526	-	1.5
Australie	3 040	46	46	1.5
Autriche	1 842	76	32	4.1
Belgique	2 691	69	46	2.6
Canada	9 286	2 448	215	26.4
Corée	2 883	90	90	3.1
Danemark	2 850	146	101	5.1
Espagne	3 978	85	-	2.1
Etats-Unis	55 000	8 980	198	16.3
Finlande	1 614	61	26	3.8
France	17 353	505	-	2.9
Grèce	305	-	-	0.0
Hongrie	396	15	1	3.7
Irlande	2 452	54	26	2.2
Islande	93	10	10	10.7
Italie	6 520	359	24	5.5
Japon	16 723	711	117	4.3
Lituanie	197	50	37	25.2
Luxembourg	530	7	7	1.4
Norvège	5 161	582	206	11.3
Nouvelle-Zélande	538	6	6	1.0
Pays-Bas	6 471	177	-	2.7
Pologne	3 363	226	122	6.7
Portugal	422	35	32	8.4
République slovaque	171	9	7	5.0
République tchèque	987	23	21	2.3
Royaume-Uni	15 716	397	191	2.5
Slovénie	164	5	4	3.3
Suède	5 456	206	54	3.8
Suisse	4 476	216	137	4.8
TOTAL DU CAD	205 979	16 121	1 755	7.8
<i>pour mémoire</i>				
Institutions de l'UE	27 631	10 616	278	38.4
Pays CAD-UE	93 063	2 635	540	2.8
Pays du G7	155 900	13 926	746	8.9
Pays non membres du G7	50 078	2 195	1 010	4.4

Note : les données de l'APD pour l'Ukraine sont préliminaires et partielles, car pour de nombreux donateurs la collecte d'informations détaillées est toujours en cours.

Source: OECD, 12 Avril 2023.

GRAPHIQUE 3 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE EN FAVEUR DE L'UKRAINE
Les données relatives à 2022 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2023

TABLE 5: SOUTIEN DES MEMBRES DU CAD EN LIEN A LA COVID-19 ^(a)
millions de USD

Les données 2022 sont préliminaires

	2022				2021			
	Soutien en lien avec la COVID-19	dont: contrôle de la COVID-19 (b)	dont: dons de vaccins	Pour mémoire: APD totale	Soutien en lien avec la COVID-19	dont: contrôle de la COVID-19 ^(b)	dont: dons de vaccins	Pour mémoire: APD versements nets
Allemagne	2 252	1 052	177	35 025	4 182	1 304	693	33 272
Australie	-	-	-	3 040	1 706	360	-	3 546
Autriche	42	34	33	1 853	64	33	19	1 467
Belgique	167	70	20	2 657	90	45	32	2 616
Canada	743	696	108	7 832	1 626	928	84	6 303
Corée	257	217	43	2 786	582	306	23	2 873
Danemark	14	13	11	2 857	129	110	56	2 921
Espagne	305	215	185	4 207	525	371	273	3 642
Etats-Unis	2 571	2 473	-	55 277	4 896	4 830	4 000	47 805
Finlande	20	19	3	1 614	29	5	0	1 441
France	393	284	268	15 876	1 198	699	318	15 506
Grèce	20	20	20	305	29	29	29	341
Hongrie	31	31	12	396	48	48	36	435
Irlande	27	27	19	2 452	52	39	8	1 155
Islande	3	2	-	93	10	9	3	71
Italie	290	124	169	6 468	398	253	227	6 085
Japon	3 288	1 032	61	17 475	3 922	729	206	17 634
Lituanie	2	2	2	197	4	4	4	86
Luxembourg	3	-	-	531	9	8	-	539
Norvège	46	33	2	5 161	274	260	44	4 673
Nouvelle-Zélande	49	33	18	538	160	52	7	685
Pays-Bas	125	121	-	6 471	170	44	-	5 288
Pologne	14	13	13	3 378	67	55	55	984
Portugal	19	19	18	505	31	31	30	459
République slovaque	20	15	15	171	13	12	11	155
République tchèque	5	5	5	987	14	14	7	366
Royaume-Uni	327	311	281	15 748	842	256	142	15 712
Slovénie	4	4	4	164	13	13	11	116
Suède	73	73	32	5 456	351	80	42	5 934
Suisse	127	46	19	4 477	444	134	-	3 912
TOTAL DAC	11 236	6 982	1 535	203 995	21 879	11 061	6 361	186 022
<i>Pour mémoire :</i>								
Institutions de l'UE	4 780	1 033	-	23 088	7 686	818	-	19 054
Pays CAD-UE	3 826	2 140	1 005	91 569	7 418	3 197	1 852	82 808
Pays du G7	9 864	5 971	1 064	153 701	17 063	8 999	5 671	142 317
Pays non membres du G7	1 372	1 010	472	50 294	4 816	2 062	690	43 705

a) Les données présentées dans ce tableau pour 2022 sont préliminaires et partielles, car de nombreux donateurs sont encore en train de collecter des informations détaillées sur les activités liées au COVID-19, notamment liés aux données par secteur. Les données détaillées seront publiées en Décembre 2023.

b) Couvre les activités liées au contrôle du COVID-19, par ex. information, éducation et communication; essai; la prévention; vaccination, traitement, soins et vaccins.

Source: OCDE, 12 avril 2023.

TABLEAU 6: PART DES VACCINS CONTRE LA COVID-19 DANS L'APD DES MEMBRES DU CAD EN 2022 ^(a)
million de USD, sauf précision contraire
Les données 2022 sont préliminaires

	APD Equivalent-don	dont : donations totales de vaccins	dont:				Part des vaccins dans le total APD %	Variation d'APD en pourcentage 2021-2022 ^(c)
			Doses en excédent de l'approvisionnement domestique	Méthodologie appliquée pour rapporter les donations de doses de vaccins en excédent de l'approvisionnement domestique ^(b)	Doses expressément achetées à destination des pays en développement	Coûts auxiliaires		
Allemagne	35 025	177	177	SG	-	-	0.5	13.8
Australie ^(d)	3 040	-	-	-	-	-	0.0	-13.1
Autriche	1 853	33	33	SG	-	-	1.8	35.5
Belgique	2 657	20	20	SG	-	-	0.7	7.5
Canada	7 832	108	108	SG	-	-	1.4	19.2
Corée	2 786	43	42	SG	-	-	1.5	6.4
Danemark	2 857	11	11	SG	-	-	0.4	3.2
Espagne	4 207	185	185	SG	-	-	4.4	30.3
Etats-Unis ^(d)	55 277	-	-	-	-	-	0.0	18.0
Finlande	1 614	3	3	SG	-	-	0.2	18.5
France	15 876	268	268	SG	-	-	1.7	12.9
Grèce	305	20	20	SG	-	-	6.6	-4.6
Hongrie	396	12	12	SG	-	-	3.0	4.0
Irlande	2 452	19	17	SG	1	1	0.8	124.9
Islande ^(d)	93	-	-	-	-	-	0.0	37.0
Italie	6 468	169	169	SG	-	-	2.6	17.1
Japon	17 475	61	61	SG	-	-	0.3	19.9
Lituanie	197	2	2	SG	-	-	0.8	129.7
Luxembourg ^(d)	531	-	-	-	-	-	0.0	4.4
Norvège	5 161	2	2	SG	-	-	0.0	3.3
Nouvelle-Zélande	538	18	-	SG	15	3	3.3	-19.1
Pays-Bas ^(d)	6 471	-	-	-	-	-	0.0	30.1
Pologne	3 378	13	13	SG	-	-	0.4	275.4
Portugal	505	18	18	SG	-	-	3.7	21.1
République slovaque	171	15	15	N	-	-	9.0	13.3
République tchèque	987	5	5	SG	-	-	0.5	170.7
Royaume-Uni	15 748	281	281	SG	-	-	1.8	5.7
Slovénie	164	4	4	SG	-	-	2.4	60.7
Suède	5 456	32	32	SG	-	-	0.6	2.1
Suisse	4 477	19	19	SG	-	-	0.4	15.6
TOTAL DAC	203 995	1 535	1 515	0	16	5	0.8	16.7
<i>Pour mémoire :</i>								
Institutions de l'UE	23 088	-	-	-	-	-	0.0	30.3
Pays CAD-UE	91 569	1 005	1 003	-	1	1	1.1	20.0
Pays du G7	153 701	1 064	1 064	-	-	-	0.7	15.3
Pays non membres du G7	50 294	472	451	-	16	5	0.9	21.1

a) Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donneurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur. Les données détaillées seront publiées en décembre 2023.

b) Le Secrétariat a vérifié que les pays appliquaient ses directives dans la déclaration des dons de vaccins et a confirmé que les chiffres de l'APD des membres avaient été comparés à leurs dépenses réelles en 2022 et que, le cas échéant, un ajustement avait été effectué. SG - les membres ont suivi les directives du Secrétariat ; N - n'a pas suivi les directives du Secrétariat et a appliqué un prix plus élevé que recommandé. La République Slovaque a choisi d'utiliser ses prix d'achat réels plutôt qu'un prix moyen fixe inférieur, comme le recommandent les orientations du Secrétariat. S'il l'avait fait, son APD pour les dons de vaccins dépassant l'offre nationale se serait élevée à 9,2 millions de dollars. Pour plus d'informations sur la valorisation des vaccins voir ici : <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/faqs-oda-eligibility-of-covid-19-related-activities.pdf>

c) En tenant compte à la fois de l'inflation et des mouvements des taux de change.

d) L'Australie, l'Islande, le Luxembourg, Les Pays-Bas et les États-Unis n'ont pas pris en compte les dons de vaccins provenant de leur approvisionnement national dans leur APD.

Source: OCDE, 12 Avril 2023.



OCDE – Paris, le 12 avril 2023

Niveaux d'APD en 2022 – Données préliminaires

Note de synthèse détaillée

Chiffres préliminaires de l'APD en 2022

En 2022, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est montée à 204.0 milliards USD (voir Tableau 1 et Graphique 1). Ce total se décompose comme suit : 201.4 milliards USD sous forme de dons, prêts à des entités souveraines, opérations d'allègement de la dette et contributions à des institutions multilatérales (calculés sur la base de l'équivalent-don), 0.8 milliard USD consacrés à des mécanismes utilisant des instruments du secteur privé (ISP) axés sur le développement et 1.7 milliard USD sous la forme de prêts nets accordés à des entreprises privées opérant dans des pays admis à bénéficier de l'APD et de prises de participation dans de telles entreprises (calculés sur la base des flux financiers).

En 2022, l'APD totale a augmenté de 13.6 % en termes réels¹² par rapport à son niveau de 2021 (voir Tableau 2). Il s'agit de la quatrième année consécutive où l'APD dépasse son niveau record précédent ; ces chiffres marquent aussi l'une des hausses les plus fortes jamais enregistrées dans l'histoire de l'APD. L'APD a représenté 0.36 % du revenu national brut (RNB), contre 0.33 % en 2021.

Cette hausse tient en premier lieu aux dépenses consacrées au coût des réfugiés dans les pays donateurs, qui se sont chiffrées à 29.3 milliards USD en 2022, soit 14.4 % de l'APD totale des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD). En 2016, lorsque le coût des réfugiés dans les pays donateurs enregistrait son précédent record, il s'élevait à 16.0 milliards USD, représentant 11.0 % de l'APD totale (soit 18.6 milliards USD aux prix de 2022). Si l'on exclut ces coûts, l'APD a augmenté de 4.6 % en termes réels par rapport à 2021 (voir Tableau 3).

L'APD nette consacrée à l'Ukraine a également contribué à la hausse de l'APD en 2022 : elle s'est chiffrée à 16.1 milliards USD, représentant 7.8 % de l'APD totale. Sur cette somme, 1.8 milliard USD ont été fournis sous forme d'aide humanitaire (voir Tableau 4)¹³. Les institutions de l'UE ont versé 10.6 milliards USD à l'Ukraine, dont 278 millions USD à des besoins humanitaires.

D'après les premières estimations, sur le total de l'APD consentie, les pays membres du CAD ont dépensé 11.2 milliards USD pour des activités liées au COVID-19¹⁴, soit une baisse de 45 % par rapport à 2021. Sur ce total, 7.0 milliards USD étaient destinés à apporter un soutien à la lutte contre le COVID-19 (ex. : prévention, traitement, soins et vaccins). Les institutions de l'UE

¹² Les données en termes réels renvoient aux données ajustées de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

¹³ Les données de l'APD pour l'Ukraine sont préliminaires et partielles, car pour de nombreux donateurs la collecte d'informations détaillées est toujours en cours.

¹⁴ Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où plusieurs donateurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur.

ont versé 4.8 milliards USD pour aider les pays en développement à parer aux conséquences de la pandémie, dont 1.0 milliard USD consacré à la lutte contre le COVID-19 (voir le Tableau 5).

Les dons de vaccins se sont chiffrés à 1.53 milliard USD, soit un repli de 74.1 % en termes réels par rapport à 2021. Sur ce total, 1.51 milliard USD correspondent à des dons de doses excédentaires provenant des réserves nationales de vaccins, 16 millions USD portent sur des dons de doses spécifiquement achetées pour les pays en développement, et 5 millions USD renvoient à des coûts connexes.

Pour établir la valeur des doses de vaccins contre le COVID-19 provenant des réserves nationales des différents pays en 2022, l'OCDE a recommandé que les membres appliquent un prix de 6.66 USD la dose, avec les mesures de sauvegarde qui s'imposent¹⁵. Tous les membres sauf un ont notifié leurs dons de vaccins conformément à la recommandation de l'OCDE (voir le Tableau 6).

L'APD bilatérale nette pour les projets et programmes ainsi que l'assistance technique (à l'exclusion des coûts pour les réfugiés dans les pays donateurs et l'aide humanitaire) ont augmenté de 12.7% en termes réels (voir graphique 2), dont une partie provient de l'aide spécifique à l'Ukraine. L'aide humanitaire s'est élevée à 22.3 milliards USD, en hausse de 1.0% en termes réels par rapport à 2021. Les dons pour remises de dette nettes restent à un bas niveau et représentent 60 millions USD. Les contributions au budget central d'organisations internationales sont restées stables, mais, en proportion de l'APD, ont représenté 25 %, contre environ 30 % les années précédentes.

Les prêts souverains bilatéraux consentis par les pays membres du CAD ont progressé, sur la base de l'équivalent-don, de 36.1 % en termes réels entre à 2021 et 2022, et ont représenté 9.3% de l'APD bilatérale. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses de leur APD bilatérale fournie sous forme de prêts souverains sont la France (22 %), le Japon (60 %) et la Corée (32 %). Les prêts souverains consentis par les institutions de l'UE ont, quant à eux, plus que doublé (+110 %), représentant 24 % de leur APD bilatérale.

Performances des donateurs bilatéraux en 2022 sur la base de l'équivalent-don

En 2022, les États-Unis sont restés le principal fournisseur d'APD parmi les pays membres du CAD (55.3 milliards USD), apportant plus d'un quart de l'APD totale du CAD ; l'Allemagne (35.0 milliards USD), le Japon (17.5 milliards USD), la France (15.9 milliards USD) et le Royaume-Uni (15.7 milliards USD) suivent. Les pays suivants ont atteint ou dépassé le seuil de 0.7 % fixé par les Nations Unies pour le rapport de l'APD au RNB¹⁶ : l'Allemagne (0.83 %), le Danemark (0.70 %), le Luxembourg (1.00 %), la Norvège (0.86 %) et la Suède (0.90 %). De nombreux fournisseurs non membres du CAD peuvent se prévaloir d'une longue tradition de coopération pour le développement. Parmi ceux-ci, d'après les données préliminaires pour 2022 communiquées à l'OCDE, la Turquie et l'Arabie Saoudite ont consacré plus de 0.7 % de leur RNB à l'APD, avec des pourcentages respectifs de de 0.79 % et 0.74 %.

Les donateurs du G7 ont fourni 75 % de l'APD totale et les pays de l'UE membres du CAD, 45 %.

¹⁵ Voir <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/faqs-oda-eligibility-of-covid-19-related-activities.pdf>. Ce chiffre correspond au prix moyen pondéré aligné sur le mécanisme COVAX – le mécanisme multilatéral mis en place pour fournir des vaccins aux pays en développement.

¹⁶ Tous les membres du CAD n'ont pas établi d'objectif domestique d'APD en proportion du RNB.

L'APD a augmenté dans 26 pays membres du CAD, pour beaucoup sous l'effet d'un accroissement du soutien visant à couvrir le coût des réfugiés dans les pays donateurs, et elle a baissé dans quatre pays (voir le Tableau 2).

L'APD consentie par les 20 pays du CAD qui font partie de l'UE s'est montée à 91.6 milliards USD, ce qui représente une augmentation de 18.6 % en termes réels par rapport à 2021 et équivaut à 0.57 % de leur RNB combiné. Dans les pays du CAD membres de l'UE, les apports d'APD ont augmenté ou diminué comme suit :

- Autriche (+36.2 %) : en raison tout particulièrement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Belgique (+7.0 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale ;
- République tchèque (+167.1 %) : en raison de son soutien à l'Ukraine et du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut celui-ci, son APD a diminué ;
- Danemark (+1.6 %) : en raison du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- Finlande (+18.7 %) : en raison du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- France (+12.5 %) : en raison d'un fort accroissement de son aide à destination de l'Afrique subsaharienne et du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Allemagne (+12.0 %) : en raison d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire, mais aussi d'une hausse de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Grèce (-6.6 %) : en raison d'une baisse de son APD bilatérale et multilatérale ;
- Hongrie (-1.7 %) : en raison d'une diminution de ses contributions aux organisations multilatérales en 2022 ;
- Irlande (+125.1 %) : en raison principalement d'une forte augmentation du coût des réfugiés sur son territoire, mais aussi d'une hausse de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Italie (+15.8 %) : en raison du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- Lituanie (+121.6 %) : en raison du coût des réfugiés sur son territoire ainsi que de son aide à l'Ukraine ;
- Luxembourg (+4.4 %) : en raison d'une augmentation de ses dons bilatéraux, en particulier au titre de l'aide humanitaire ;
- Pays-Bas (+30.1 %) : en partie en raison d'une augmentation de leur APD consacrée au coût des réfugiés sur leur territoire, à leur soutien à l'Ukraine mais aussi de leurs contributions aux organisations multilatérales, en particulier les institutions de l'UE ;
- Pologne (+255.6 %) : en raison d'une forte augmentation du coût des réfugiés sur son territoire, mais aussi d'une hausse de ses contributions aux organisations internationales ;
- Portugal (+17.5 %) : en raison de la hausse de son soutien budgétaire aux pays africains, de l'aide humanitaire à l'Ukraine, et de son aide multilatérale ;
- République slovaque (+15.4 %) : en raison principalement d'une augmentation de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Slovénie (+48.7 %) : en raison d'une augmentation de ses dons bilatéraux destinés à soutenir le groupe des pays les moins avancés ainsi que d'une hausse de ses contributions aux organisations internationales ;
- Espagne (+26.1 %) : en raison principalement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;

- Suède (+2.0 %) : en raison d'un budget plus élevé d'APD par rapport à son RNB dont une part a été dépensée sur le coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué.

L'APD totale des institutions de l'UE s'est accrue de 30.3 % en termes réels, en raison principalement du soutien apporté à l'Ukraine, dont une partie sous forme de prêts.

L'APD totale des autres pays du CAD a augmenté ou diminué en termes réels comme suit :

- Australie (-13.1 %) : en raison de différences dans son rapport sur l'exercice budgétaire et la date de ses dépenses liées au COVID-19 par rapport à 2021 ;
- Canada (+19.2 %) : en raison principalement de son soutien à l'Ukraine (dont une partie sous forme d'aide humanitaire), d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire et d'une hausse de ses contributions aux organisations internationales ;
- Islande (+31.8 %) : en partie en raison de son soutien à l'Ukraine et d'une hausse du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Japon (+19.0 %) : en raison d'une augmentation de ses prêts bilatéraux qui comprend son soutien à l'Ukraine ;
- Corée (+7.2 %) : en raison de son aide à l'Ukraine et d'un accroissement de son aide humanitaire ;
- Nouvelle-Zélande (-17.2 %) : en raison d'un ralentissement temporaire de ses versements dans le cadre de son cycle budgétaire triennal ;
- Norvège (+2.4 %) : en raison de son aide à l'Ukraine et d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- Suisse (+16.1 %) : en raison d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- Royaume-Uni (+6.7 %) : en raison d'une hausse de son RNB en 2022 et de financements additionnels pour les coûts des réfugiés sur son territoire ; si l'on exclut ce coût, son APD a diminué ;
- États-Unis (+8.2 %) : en raison principalement de leur soutien à l'Ukraine et d'une augmentation du coût des réfugiés sur leur territoire.

D'autres pays fournisseurs ont également apporté des contributions de grande ampleur aux efforts de coopération pour le développement en 2022. Parmi ceux qui ont notifié leurs apports de financement à l'appui du développement à l'OCDE, les changements suivants sont à noter :

- Bulgarie (+163.6 %) : en raison principalement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Taipei chinois (+23.7 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale comme multilatérale ;
- Croatie (+41.0 %) : en raison principalement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Estonie (+229.0 %) : en raison principalement d'une augmentation du coût des réfugiés sur son territoire ;
- Israël¹⁷ (+38.6 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale, principalement à destination de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ;

¹⁷ Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

- Koweït (+73.6 %) : en raison principalement d'une augmentation de ses dons et prêts bilatéraux ;
- Lettonie (+107.1 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale (coût des réfugiés sur son territoire y compris) comme multilatérale ;
- Liechtenstein (+28.8 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale à destination de l'Ukraine et de son APD multilatérale ;
- Malte (-8.6 %) : en raison d'une baisse de son APD bilatérale ;
- Monaco (+6.7 %) ;
- Qatar (+25.5 %) ;
- Roumanie (+2.0 %) ;
- Arabie saoudite (-14.3 %) : en raison d'une baisse de ses dons bilatéraux d'APD ;
- Thaïlande (+5.2 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale ;
- Turquie (-9.2 %) : en raison d'une baisse de son APD bilatérale, dispensée principalement sous forme d'aide humanitaire ;
- Émirats arabes unis (-5.6 %) : en raison d'une baisse de leur APD bilatérale comme multilatérale.

Méthodologie utilisée par le CAD de l'OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique

En 2014, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global de l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé sous forme de valeur monétaire¹⁸. La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et d'encourager le recours à des dons et à des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu¹⁹.

Ce changement dans la méthode de calcul de l'APD a pris effet avec la publication des chiffres de l'APD consentie en 2018, et le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les Tableaux 1 et 2 de la présente note.

Les nouveaux chiffres clés de l'APD calculés selon la méthode de l'« équivalent-don » ne sont plus comparables avec les séries historiques calculées sur la base des « flux financiers ». Selon la méthode des flux financiers, les remboursements du principal sont déduits à mesure qu'ils sont effectués (les remboursements d'intérêts ne sont pas pris en compte²⁰). Selon la méthode

¹⁸ Pour en savoir plus, voir : <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-publique-au-developpement.htm>.

¹⁹ En 2016, les membres du CAD sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts aux institutions multilatérales. En 2020, ils se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don pour les opérations d'allégement de la dette. Ils ne sont toutefois pas encore parvenus à un accord sur la méthode de calcul de l'équivalent-don d'APD pour les prises de participation et les ISP. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD ont décidé de modalités provisoires de notification pour les ISP, selon lesquelles soit les contributions à des institutions de financement du développement (IFD) et d'autres structures recourant aux ISP peuvent être comptabilisées à leur valeur nominale (approche institutionnelle), soit les prêts et prises de participation directement négociés avec des entités du secteur privé peuvent être comptabilisés sur la base des flux financiers (approche fondée sur les instruments), le produit de toute cession de participations étant plafonné à la valeur de l'investissement initial. Le CAD procède actuellement à un examen des ISP et ses membres mèneront leurs travaux avec le soutien du Secrétariat de l'OCDE afin de parvenir à un accord pour rendre la notification des ISP conforme à la méthode de l'équivalent-don.

²⁰ La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

de l'équivalent-don, les paiements correspondant aussi bien au principal qu'aux intérêts sont pris en considération, mais actualisés à la valeur qui est la leur aujourd'hui.

L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD a entraîné une baisse des niveaux d'APD de -1.0 % en 2022 pour l'ensemble des pays du CAD si l'on compare à l'APD calculée sur la base des flux financiers, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Portugal (+20 %), Espagne (+6 %), Japon (+5 %), Corée (-3%), France (-9 %) et Canada (-16 %).

Par souci de transparence, l'OCDE continue de publier les données de l'APD calculée sur la base des flux financiers, mais depuis les données de 2018, les chiffres globaux de l'APD permettant de mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du revenu national brut (RNB) sont publiés sur la base de l'équivalent-don.

Apports d'APD calculés sur la base des flux financiers en 2022

Les données suivantes se réfèrent aux apports nets d'APD calculés sur la base des flux financiers, sauf mention contraire.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se sont élevés à 205.98 milliards USD en 2022, soit une augmentation de 15.3 % en termes réels par rapport à 2021 (voir le Tableau 2).

Les données préliminaires de 2022 montrent que les apports nets d'APD bilatérale fournis par les pays du CAD à l'Afrique se sont élevés à 34 milliards USD, soit une baisse de 7.4 % en termes réels par rapport à 2021. Sur ce total, l'APD nette destinée à l'Afrique subsaharienne s'est établie à 29 milliards USD, soit une régression de 7.8 % en termes réels.

Par catégorie de revenu, les apports nets d'APD bilatérale consentis par les pays du CAD ont augmenté pour tous les groupes, comme suit : les pays à faible revenu ont reçu 26 milliards USD, soit une progression de 3 % en termes réels par rapport à 2021 ; l'APD nette en faveur des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure a atteint 47 milliards USD, soit une hausse de 52.8 %, qui s'explique principalement par les apports à destination de l'Ukraine ; et l'APD nette destinée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a également grimpé de 1.4 % pour s'établir à 13 milliards USD.

Il ressort des données préliminaires que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD au groupe des pays les moins avancés se sont élevés à 32 milliards USD, soit une diminution de 0.7 % en termes réels par rapport à 2021.

L'APD demeure résiliente et s'adapte aux situations de crise

L'APD est considérée depuis longtemps comme une source stable de financement du développement, qui a pu atténuer les répercussions immédiates des précédentes crises financières (par exemple, la crise de la dette au Mexique au début des années 80, la récession du début des années 90 et la crise financière de 2008). En 2020 et 2021, au plus fort de la crise du COVID-19, de nombreux membres du CAD ont maintenu ou accru leurs budgets d'APD en soutien aux pays en développement.

En 2022, à 13.6 %, le taux de croissance de l'APD a été l'un des plus élevés jamais enregistrés ; seul le taux de 2005 lui était supérieur, quand l'APD nette avait augmenté de 32 % en raison

d'opérations exceptionnelles d'allègement de la dette. Le rapport de l'APD au RNB a également enregistré une forte hausse ; la dernière fois où ce rapport avait atteint 0.36 % remonte à 1982.

L'OCDE a précédemment apporté la preuve de la fiabilité et de la résilience de l'APD dans la réponse apportée à la crise du COVID-19²¹, ce dont attestent une fois encore les récents chiffres enregistrés. Entre 2019 et 2022, l'APD à vocation humanitaire a progressé de 22 % en termes réels, même si la part qu'elle représente dans l'APD totale est restée plus ou moins la même (10-11 %).

Si la croissance du PIB dans les pays de l'OCDE²² s'est établie à -4.4 % en 2020 et à +5.6 % en 2021, celle de l'APD est restée régulière (4.1 % en 2020 et 8.0 % en 2021). En 2022, la croissance du PIB était de 2.8 %, mais celle de l'APD a atteint 13.6 % pour faire face à la nouvelle crise.

La présente note s'appuie sur les réponses apportées par les membres de l'OCDE au Questionnaire préliminaire sur les principaux agrégats de l'APD établi par le CAD. Les chiffres définitifs et détaillés relatifs aux apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2023.

²¹ OCDE (2020), *Coopération pour le développement 2020 : Apprendre des crises, renforcer la résilience*, Éditions de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b8d7cf8c-fr>.

²² Perspectives économiques de l'OCDE, No 112 – Novembre 2022.

TABLEAU 1 : EQUIVALENT-DON DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2022^a
Millions de USD

Les données 2022 sont préliminaires

	APD totale (1+2)	APD/RNB %	EQUIVALENT-DON					FLUX ^b			Pour mémoire : Volume des flux totaux de l'APD - versements nets	
			Bilatéral			Multilatéral		Instruments du secteur privé (ISP)		Dette et ISP, sous-total - sur la base des flux (2)		
			Dons	Equivalent- don des prêts	Remises de dettes	Dons et souscriptions au capital	Equivalent- don des prêts	Equivalent- don de l'APD sous-total (1)	Approche institutionnelle			Approche fondée sur les instruments
Allemagne	35 025	0.83	23 551	1 633	-	9 660	-	34 844	-	180	180	35 302
Australie	3 040	0.19	2 533	32	-	475	-	3 040	-	-	-	3 040
Autriche	1 853	0.39	953	-	0	766	-	1 718	-	135	135	1 842
Belgique	2 657	0.45	1 367	13	-	1 200	56	2 636	21	-	21	2 691
Canada	7 832	0.37	4 893	563	-	1 889	122	7 467	-	365	365	9 286
Corée	2 786	0.17	1 498	690	-	597	-	2 785	-	1	1	2 883
Danemark	2 857	0.70	2 044	-	27	758	-	2 829	28	-	28	2 850
Espagne	4 207	0.30	2 140	4	-	2 054	-	4 199	-	9	9	3 978
Etats-Unis	55 277	0.22	46 955	-	1	8 321	-	55 277	-	-	-	55 000
Finlande	1 614	0.58	928	-	-	593	-	1 521	-	92	92	1 614
France	15 876	0.56	6 795	2 115	12	6 041	270	15 232	-	644	644	17 353
Grèce	305	0.14	45	-	-	260	-	305	-	-	-	305
Hongrie	396	0.28	297	-	-	99	-	396	-	-	-	396
Irlande (c)	2 452	0.64	1 865	-	-	587	-	2 452	-	-	-	2 452
Islande	93	0.34	71	-	-	22	-	93	-	-	-	93
Italie	6 468	0.32	2 947	175	49	3 296	-	6 468	-	-	-	6 520
Japon	17 475	0.39	5 613	8 968	-	2 605	-	17 186	-	289	289	16 723
Lituanie	197	0.29	116	-	-	81	-	197	-	-	-	197
Luxembourg	531	1.00	375	-	-	156	-	531	-	-	-	530
Norvège	5 161	0.86	3 833	-	5	1 043	-	4 881	280	-	280	5 161
Nouvelle-Zélande	538	0.23	439	-	-	98	-	538	-	-	-	538
Pays-Bas	6 471	0.67	4 139	-	-	2 332	-	6 471	-	-	-	6 471
Pologne	3 378	0.51	2 532	27	-	819	-	3 378	-	-	-	3 363
Portugal	505	0.23	195	-	-	309	-	505	-	-	-	422
République slovaque	171	0.15	40	-	-	131	-	171	-	-	-	171
République tchèque	987	0.36	712	-	-	274	-	986	1	-	1	987
Royaume-Uni	15 748	0.51	11 268	-	-	4 102	-	15 370	356	22	377	15 716
Slovénie	164	0.27	61	-	22	81	-	164	-	-	-	164
Suède	5 456	0.90	3 364	-	-	1 973	-	5 337	119	-	119	5 456
Suisse	4 477	0.56	3 634	-	-	811	-	4 445	21	11	31	4 476
TOTAL DU CAD	203 995	0.36	135 206	14 220	116	51 431	448	201 421	827	1 747	2 574	205 979
Performance moyenne des pays du CAD		0.45										
<i>Pour mémoire :</i>												
Institutions de l'UE	23 088	-	17 486	5 439	-	17	-	22 941	-	147	147	27 631
Pays CAD-UE	91 569	0.57	54 468	3 967	110	31 469	326	90 340	170	1 060	1 229	93 063
Pays du G7	153 701	0.35	102 022	13 455	62	35 914	391	151 845	356	1 500	1 856	155 900
Pays non membres du G7	50 294	0.42	33 184	765	54	15 517	56	49 576	471	247	718	50 078
<i>Pays non-membres du CAD : ^d</i>												
Estonie	203	0.54	158	-	-	45	-	203	-	-	-	203
Israël ^e	569	0.10	520	-	-	49	-	569	-	-	-	569
Lettonie	99	0.25	28	-	-	71	-	99	-	-	-	99
Turquie	7 184	0.79	7 082	-	-	102	-	7 184	-	-	-	7 184
<i>Participants au CAD :</i>												
Arabie Saoudite	5 992	0.74	5 335	280	-	106	21	5 742	250	-	250	6 277
Azerbaïdjan	49	0.09	33	-	-	16	-	49	-	-	-	49
Bulgarie	232	0.27	139	-	-	93	-	232	-	-	-	232
Emirats arabes unis	1 352	0.33	1 076	227	-	49	-	1 352	-	-	-	1 503
Koweït	743	0.44	137	494	-	112	-	743	-	-	-	618
Qatar	820	0.46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	820
Roumanie	411	0.14	101	-	-	310	-	411	-	-	-	411
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^f</i>												
Croatie	119	0.17	57	-	-	62	-	119	-	-	-	119
Liechtenstein	33	NA	27	-	-	6	-	33	-	-	-	33
Malte	46	0.28	40	-	-	6	-	46	-	-	-	46
Monaco	24	NA	21	-	-	3	-	24	-	-	-	24
Taipei chinois	384	0.05	194	1	-	189	-	384	-	-	-	-
Thaïlande	71	0.01	37	21	-	12	-	71	-	-	-	86

a) L'APD totale en 2022 comprend un montant de 14,2 milliards USD au titre de prêts accordés à des entités souveraines éligibles à l'APD, un montant de 0,8 milliard USD constitué de l'aide apportée à des mécanismes utilisant des ISP qui ont pour but de favoriser le développement, ainsi que des retours de capitaux, bénéfiques compris, provenant de ces organismes, un montant de 1,7 milliard USD constitué de prêts et de participations apportés à des entreprises privées ayant des activités dans des pays admissibles au bénéfice de l'APD, ainsi que des remboursements et des retours de capitaux provenant de ces entreprises.

b) Versements nets. Certaines rubriques ne sont pas encore incluses dans la mesure de l'équivalent-don car les directives pour la notification des statistiques ne sont pas encore approuvées : il s'agit de l'usage des instruments du secteur privé.

[https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

c) Les données concernant le RNB en 2022 n'étant pas encore disponibles, les chiffres du RNB ont été notifiés à la place comme estimation.

d) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

e) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

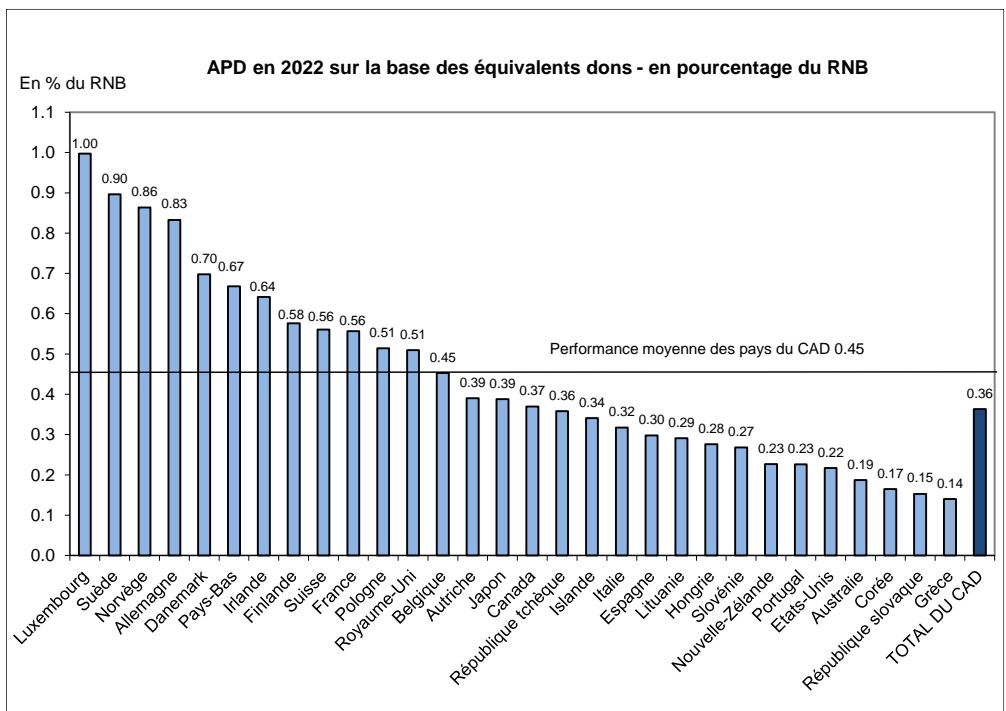
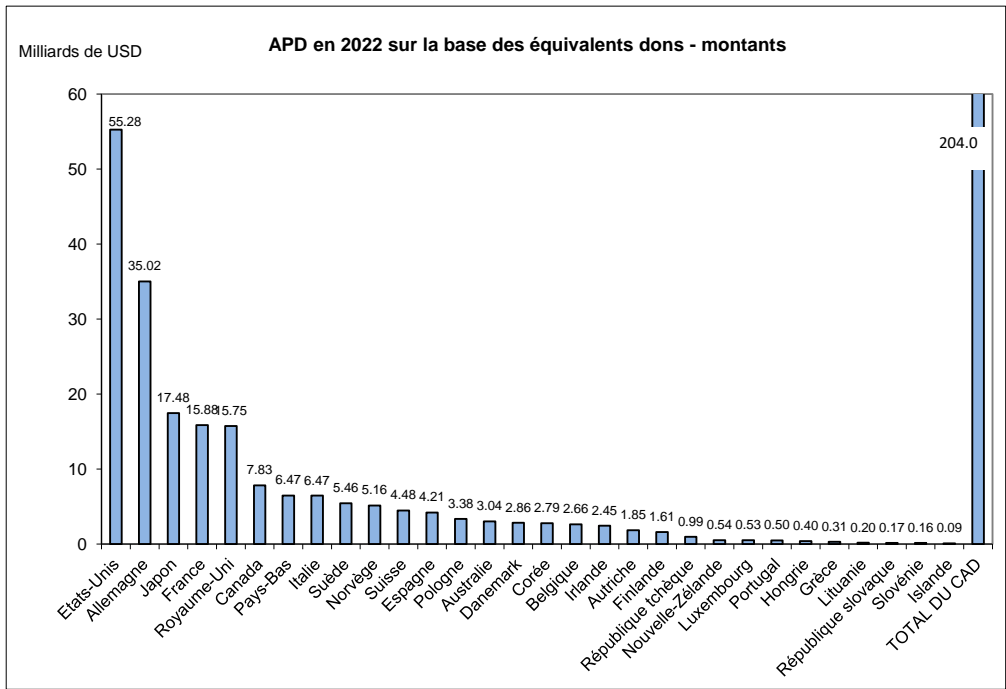
f) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2022. Monaco et le Liechtenstein n'ont pas communiqué leurs RNB en 2022

Notes: Les données 2022 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2023. Les données sont standardisées pour tous les donneurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 12 avril 2023.

GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2022, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON

Les données relatives à 2022 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2023

Tableau 2 : Tendence de l'aide publique au développement en 2021 et 2022 sur la base des équivalents dons
Millions de USD, aux prix et taux de change de 2021
Les données 2022 sont préliminaires

	2022				2021				APD Totale Variation en pourcentage entre 2021 et 2022 (c)	Pour mémoire :	
	<i>dont :</i>			APD/RNB %	<i>dont :</i>			APD/RNB %		2022	2021
	APD totale	Équivalent- don (a)	Apports nets (b)		APD totale	Équivalent- don (a)	Apports (b)			Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>											
Allemagne	37 264	37 072	192	0.83	33 272	32 418	854	0.76	12.0	37 559	32 456
Australie	3 081	3 081	-	0.19	3 546	3 546	-	0.22	-13.1	3 081	3 546
Autriche	1 998	1 852	145	0.39	1 467	1 407	60	0.31	36.2	1 986	1 492
Belgique	2 799	2 776	23	0.45	2 616	2 563	53	0.43	7.0	2 834	2 649
Canada	7 513	7 163	350	0.37	6 303	5 720	582	0.32	19.2	8 908	6 258
Corée	3 079	3 078	1	0.17	2 873	2 873	-	0.16	7.2	3 186	2 998
Danemark	2 967	2 938	29	0.70	2 921	2 921	-	0.71	1.6	2 960	2 914
Espagne	4 593	4 584	9	0.30	3 642	3 668	-26	0.26	26.1	4 343	3 358
Etats-Unis	51 705	51 705	-	0.22	47 805	47 805	-	0.20	8.2	51 446	47 528
Finlande	1 711	1 613	98	0.58	1 441	1 342	100	0.47	18.7	1 711	1 498
France	17 444	16 737	707	0.56	15 506	14 420	1 085	0.51	12.5	19 067	16 722
Grèce	318	318	-	0.14	341	341	-	0.16	-6.6	318	341
Hongrie	428	428	-	0.28	435	435	-	0.28	-1.7	428	435
Irlande	2 600	2 600	-	0.64	1 155	1 155	-	0.30	125.1	2 600	1 155
Islande	93	93	-	0.34	71	71	-	0.28	31.8	93	71
Italie	7 046	7 046	-	0.32	6 085	6 085	-	0.29	15.8	7 103	6 272
Japon	20 977	20 630	347	0.39	17 634	17 083	551	0.34	19.0	20 074	15 765
Lituanie	191	191	-	0.29	86	86	-	0.14	121.6	191	86
Luxembourg	563	563	-	1.00	539	539	-	0.99	4.4	562	539
Norvège	4 784	4 524	260	0.86	4 673	4 474	199	0.93	2.4	4 784	4 673
Nouvelle-Zélande	568	568	-	0.23	685	685	-	0.28	-17.2	568	685
Pays-Bas	6 880	6 880	-	0.67	5 288	5 288	-	0.52	30.1	6 880	5 266
Pologne	3 498	3 498	-	0.51	984	984	-	0.15	255.6	3 482	971
Portugal	539	539	-	0.23	459	459	-	0.18	17.5	450	447
République slovaque	179	179	-	0.15	155	155	-	0.14	15.4	179	155
République tchèque	978	976	1	0.36	366	363	3	0.13	167.1	978	366
Royaume-Uni	16 760	16 358	402	0.51	15 712	14 792	920	0.50	6.7	16 726	16 278
Slovenie	173	173	-	0.27	116	116	-	0.19	48.7	173	116
Suède	6 051	5 919	132	0.90	5 934	5 818	117	0.91	2.0	6 051	5 934
Suisse	4 540	4 508	32	0.56	3 912	3 872	40	0.50	16.1	4 539	3 911
TOTAL DAC	211 320	208 591	2 729	0.36	186 022	181 485	4 537	0.33	13.6	213 261	184 886
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	24 834	24 676	158	-	19 054	19 442	-388	-	30.3	29 720	20 639
Pays CAD-UE	98 219	96 883	1 337	0.57	82 808	80 563	2 244	0.50	18.6	99 855	83 173
Pays du G7	158 710	156 711	1 998	0.35	142 317	138 324	3 993	0.33	11.5	160 883	141 278
Pays non membres du G7	52 610	51 880	730	0.42	43 705	43 161	544	0.36	20.4	52 378	43 608
<i>Pays non-membres du CAD : ^d</i>											
Estonie	191	191	-	0.54	58	58	-	0.16	229.0	191	58
Israël ^e	532	532	-	0.10	384	384	-	0.09	38.6	532	384
Lettonie	95	95	-	0.25	46	46	-	0.12	107.1	95	46
Turquie	8 846	8 846	-	0.79	9 739	9 739	-	0.96	-9.2	8 846	9 739
<i>Participants du CAD : ^f</i>											
Arabie Saoudite	6 204	5 945	259	0.74	7 238	7 238	-	1.01	-14.3	6 498	7 108
Azerbaïdjan	51	51	-	0.09	-	-	-	-	-	51	-
Bulgarie	240	240	-	0.27	91	91	-	0.12	163.6	240	91
Emirats arabes unis	1 400	1 400	-	0.33	1 483	1 483	-	0.40	-5.6	1 556	1 298
Koweït	770	770	-	0.44	443	443	-	0.29	73.6	640	467
Qatar	849	849	-	0.46	677	677	-	0.38	25.5	849	677
Roumanie	426	426	-	0.14	417	417	-	0.15	2.0	426	417
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^f</i>											
Croatie	124	124	-	0.17	88	88	-	0.13	41.0	124	88
Liechtenstein	34	34	-	NA	27	27	-	NA	28.8	34	27
Malte	48	48	-	0.28	52	52	-	0.33	-8.6	48	52
Monaco	26	26	-	NA	25	25	-	NA	6.7	26	25
Taipei chinois	397	397	-	0.05	321	321	-	0.04	23.7	0	329
Thaïlande	73	73	-	0.01	70	70	-	0.01	5.2	89	85

a) Cette colonne comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les remises de dettes, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales ainsi que l'équivalent-don des prêts à ces dernières.

b) Les apports comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets.

c) En tenant compte de l'inflation (déflateurs du PIB des Perspectives Economiques No 112 - Novembre 2022) et des mouvements de change.

d) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

e) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

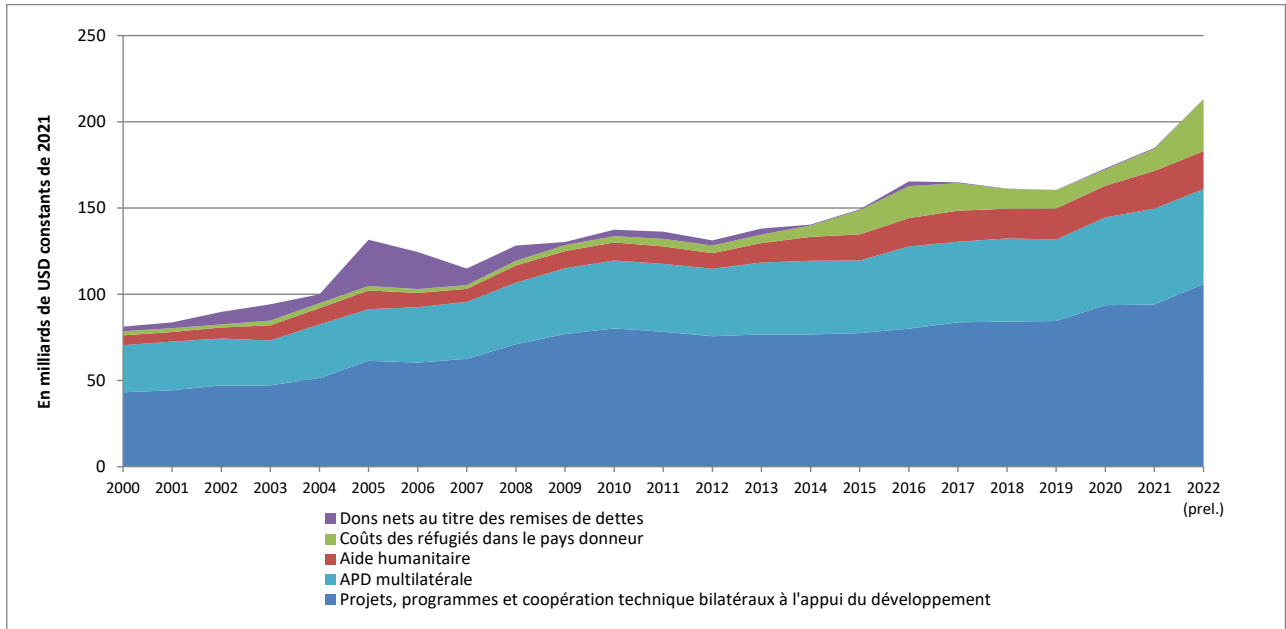
f) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2022. Liechtenstein et Monaco n'ont pas fourni de données RNB en 2021 et 2022.

Source: OCDE, 12 avril 2023.

NIVEAUX D'APD EN 2022 – DONNÉES PRÉLIMINAIRES NOTE DE SYNTHÈSE DÉTAILLÉE

Non classifié

GRAPHIQUE 2 : COMPOSITION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES PAYS MEMBRES DU CAD
Les données relatives à 2022 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2023

TABLEAU 3. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2022
Données préliminaires pour 2022

	APD millions de USD courants	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur millions de USD courants	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD %	Variation en pourcentage 2021 à 2022 ^(a) :	
				APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur Aux prix et taux de change de 2021 %	Pour mémoire: APD totale %
<i>Pays du CAD:</i>					
Allemagne	35 025	4 495	12.8	6.4	12.0
Australie	3 040	0	0.0	-13.1	-13.1
Autriche	1 853	372	20.1	13.8	36.2
Belgique ^(b)	2 657	249	9.4	7.3	7.0
Canada	7 832	944	12.1	13.2	19.2
Corée	2 786	11	0.4	6.8	7.2
Danemark	2 857	453	15.9	-12.7	1.6
Espagne	4 207	850	20.2	7.5	26.1
États-Unis	55 277	6 646	12.0	5.6	8.2
Finlande	1 614	410	25.4	-7.0	18.7
France	15 876	1 487	9.4	10.2	12.5
Grèce	305	40	13.0	-9.0	-6.6
Hongrie	396	1	0.3	-1.6	-1.7
Irlande	2 452	1 252	51.0	15.2	125.1
Islande	93	8	8.4	28.5	31.8
Italie	6 468	1 480	22.9	-1.7	15.8
Japon	17 475	51	0.3	18.6	19.0
Lituanie	197	50	25.2	69.5	121.6
Luxembourg	531	0	0.0	4.4	4.4
Norvège	5 161	485	9.4	-6.2	2.4
Nouvelle-Zélande	538	12	2.3	-17.7	-17.2
Pays-Bas	6 471	946	14.6	20.4	30.1
Pologne	3 378	2 181	64.6	28.2	255.6
Portugal	505	14	2.7	17.1	17.5
République slovaque ^(c)	171	1	0.8	15.4	15.4
République tchèque	987	646	65.4	-6.1	167.1
Royaume-Uni	15 748	4 544	28.9	-16.4	6.7
Slovénie	164	21	13.0	32.0	48.7
Suède	5 456	384	7.0	-3.8	2.0
Suisse	4 477	1 264	28.2	-8.0	16.1
TOTAL DU CAD	203 995	29 297	14.4	4.6	13.6
<i>Pour mémoire :</i>					
Pays CAD-UE	91 569	15 332	16.7	6.3	18.6

(a) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(b) La Belgique a décidé de ne pas inclure les coûts ad hoc exceptionnels des réfugiés dans le pays donneur sous la protection de la "Directive de Protection Temporaire" européenne, qui a été réactivée à la suite de l'invasion de l'Ukraine.

(c) La République slovaque a décidé de n'inclure que les coûts des réfugiés relatifs au statut de demandeurs d'asile.

Source: OECD, 12 avril 2023.

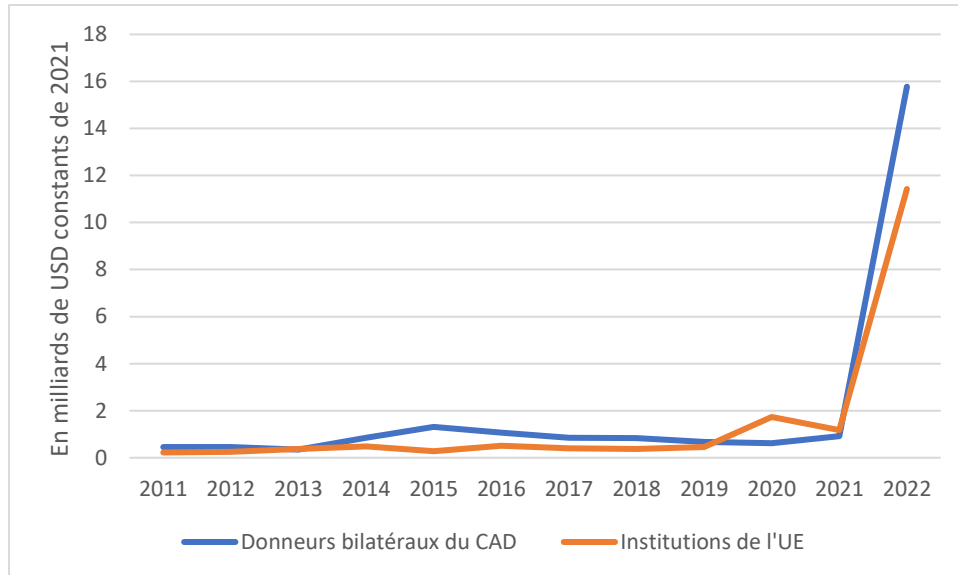
TABLE 4: SOUTIEN TOTAL DES MEMBRES DU CAD POUR L'UKRAINE EN 2022
millions de USD , sauf mention contraire
Données préliminaires pour 2022

	APD totale nette	APD bilatérale nette à l'Ukraine	dont : Aide humanitaire	Part de l'Ukraine dans l'APD totale (%)
Allemagne	35 302	526	-	1.5
Australie	3 040	46	46	1.5
Autriche	1 842	76	32	4.1
Belgique	2 691	69	46	2.6
Canada	9 286	2 448	215	26.4
Corée	2 883	90	90	3.1
Danemark	2 850	146	101	5.1
Espagne	3 978	85	-	2.1
Etats-Unis	55 000	8 980	198	16.3
Finlande	1 614	61	26	3.8
France	17 353	505	-	2.9
Grèce	305	-	-	0.0
Hongrie	396	15	1	3.7
Irlande	2 452	54	26	2.2
Islande	93	10	10	10.7
Italie	6 520	359	24	5.5
Japon	16 723	711	117	4.3
Lituanie	197	50	37	25.2
Luxembourg	530	7	7	1.4
Norvège	5 161	582	206	11.3
Nouvelle-Zélande	538	6	6	1.0
Pays-Bas	6 471	177	-	2.7
Pologne	3 363	226	122	6.7
Portugal	422	35	32	8.4
République slovaque	171	9	7	5.0
République tchèque	987	23	21	2.3
Royaume-Uni	15 716	397	191	2.5
Slovénie	164	5	4	3.3
Suède	5 456	206	54	3.8
Suisse	4 476	216	137	4.8
TOTAL DU CAD	205 979	16 121	1 755	7.8
<i>pour mémoire</i>				
Institutions de l'UE	27 631	10 616	278	38.4
Pays CAD-UE	93 063	2 635	540	2.8
Pays du G7	155 900	13 926	746	8.9
Pays non membres du G7	50 078	2 195	1 010	4.4

Note : les données de l'APD pour l'Ukraine sont préliminaires et partielles, car pour de nombreux donateurs la collecte d'informations détaillées est toujours en cours.

Source: OECD, 12 Avril 2023.

GRAPHIQUE 3 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE EN FAVEUR DE L'UKRAINE
Les données relatives à 2022 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2023

TABLE 5: SOUTIEN DES MEMBRES DU CAD EN LIEN A LA COVID-19 ^(a)
millions de USD

Les données 2022 sont préliminaires

	2022				2021			
	Soutien en lien avec la COVID-19	dont: contrôle de la COVID-19 (b)	dont: dons de vaccins	Pour mémoire: APD totale	Soutien en lien avec la COVID-19	dont: contrôle de la COVID-19 ^(b)	dont: dons de vaccins	Pour mémoire: APD versements nets
Allemagne	2 252	1 052	177	35 025	4 182	1 304	693	33 272
Australie	-	-	-	3 040	1 706	360	-	3 546
Autriche	42	34	33	1 853	64	33	19	1 467
Belgique	167	70	20	2 657	90	45	32	2 616
Canada	743	696	108	7 832	1 626	928	84	6 303
Corée	257	217	43	2 786	582	306	23	2 873
Danemark	14	13	11	2 857	129	110	56	2 921
Espagne	305	215	185	4 207	525	371	273	3 642
Etats-Unis	2 571	2 473	-	55 277	4 896	4 830	4 000	47 805
Finlande	20	19	3	1 614	29	5	0	1 441
France	393	284	268	15 876	1 198	699	318	15 506
Grèce	20	20	20	305	29	29	29	341
Hongrie	31	31	12	396	48	48	36	435
Irlande	27	27	19	2 452	52	39	8	1 155
Islande	3	2	-	93	10	9	3	71
Italie	290	124	169	6 468	398	253	227	6 085
Japon	3 288	1 032	61	17 475	3 922	729	206	17 634
Lituanie	2	2	2	197	4	4	4	86
Luxembourg	3	-	-	531	9	8	-	539
Norvège	46	33	2	5 161	274	260	44	4 673
Nouvelle-Zélande	49	33	18	538	160	52	7	685
Pays-Bas	125	121	-	6 471	170	44	-	5 288
Pologne	14	13	13	3 378	67	55	55	984
Portugal	19	19	18	505	31	31	30	459
République slovaque	20	15	15	171	13	12	11	155
République tchèque	5	5	5	987	14	14	7	366
Royaume-Uni	327	311	281	15 748	842	256	142	15 712
Slovénie	4	4	4	164	13	13	11	116
Suède	73	73	32	5 456	351	80	42	5 934
Suisse	127	46	19	4 477	444	134	-	3 912
TOTAL DAC	11 236	6 982	1 535	203 995	21 879	11 061	6 361	186 022
<i>Pour mémoire :</i>								
Institutions de l'UE	4 780	1 033	-	23 088	7 686	818	-	19 054
Pays CAD-UE	3 826	2 140	1 005	91 569	7 418	3 197	1 852	82 808
Pays du G7	9 864	5 971	1 064	153 701	17 063	8 999	5 671	142 317
Pays non membres du G7	1 372	1 010	472	50 294	4 816	2 062	690	43 705

a) Les données présentées dans ce tableau pour 2022 sont préliminaires et partielles, car de nombreux donateurs sont encore en train de collecter des informations détaillées sur les activités liées au COVID-19, notamment liés aux données par secteur. Les données détaillées seront publiées en Décembre 2023.

b) Couvre les activités liées au contrôle du COVID-19, par ex. information, éducation et communication; essai; la prévention; vaccination, traitement, soins et vaccins.

Source: OCDE, 12 avril 2023.

TABLEAU 6: PART DES VACCINS CONTRE LA COVID-19 DANS L'APD DES MEMBRES DU CAD EN 2022 ^(a)
 million de USD, sauf précision contraire
 Les données 2022 sont préliminaires

	APD Equivalent-don	dont : donations totales de vaccins	dont:				Part des vaccins dans le total APD %	Variation d'APD en pourcentage 2021-2022 ^(c) APD à l'exclusion des vaccins Aux prix et taux de changes de 2021 %
			Doses en excédent de l'approvisionnement domestique	Méthodologie appliquée pour rapporter les donations de doses de vaccins en excédent de l'approvisionnement domestique ^(b)	Doses expressément achetées à destination des pays en développement	Coûts auxiliaires		
Allemagne	35 025	177	177	SG	-	-	0.5	13.8
Australie ^(d)	3 040	-	-	-	-	-	0.0	-13.1
Autriche	1 853	33	33	SG	-	-	1.8	35.5
Belgique	2 657	20	20	SG	-	-	0.7	7.5
Canada	7 832	108	108	SG	-	-	1.4	19.2
Corée	2 786	43	42	SG	-	-	1.5	6.4
Danemark	2 857	11	11	SG	-	-	0.4	3.2
Espagne	4 207	185	185	SG	-	-	4.4	30.3
Etats-Unis ^(d)	55 277	-	-	-	-	-	0.0	18.0
Finlande	1 614	3	3	SG	-	-	0.2	18.5
France	15 876	268	268	SG	-	-	1.7	12.9
Grèce	305	20	20	SG	-	-	6.6	-4.6
Hongrie	396	12	12	SG	-	-	3.0	4.0
Irlande	2 452	19	17	SG	1	1	0.8	124.9
Islande ^(d)	93	-	-	-	-	-	0.0	37.0
Italie	6 468	169	169	SG	-	-	2.6	17.1
Japon	17 475	61	61	SG	-	-	0.3	19.9
Lituanie	197	2	2	SG	-	-	0.8	129.7
Luxembourg ^(d)	531	-	-	-	-	-	0.0	4.4
Norvège	5 161	2	2	SG	-	-	0.0	3.3
Nouvelle-Zélande	538	18	-	SG	15	3	3.3	-19.1
Pays-Bas ^(d)	6 471	-	-	-	-	-	0.0	30.1
Pologne	3 378	13	13	SG	-	-	0.4	275.4
Portugal	505	18	18	SG	-	-	3.7	21.1
République slovaque	171	15	15	N	-	-	9.0	13.3
République tchèque	987	5	5	SG	-	-	0.5	170.7
Royaume-Uni	15 748	281	281	SG	-	-	1.8	5.7
Slovénie	164	4	4	SG	-	-	2.4	60.7
Suède	5 456	32	32	SG	-	-	0.6	2.1
Suisse	4 477	19	19	SG	-	-	0.4	15.6
TOTAL DAC	203 995	1 535	1 515	0	16	5	0.8	16.7
<i>Pour mémoire :</i>								
Institutions de l'UE	23 088	-	-	-	-	-	0.0	30.3
Pays CAD-UE	91 569	1 005	1 003	-	1	1	1.1	20.0
Pays du G7	153 701	1 064	1 064	-	-	-	0.7	15.3
Pays non membres du G7	50 294	472	451	-	16	5	0.9	21.1

a) Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donneurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur. Les données détaillées seront publiées en décembre 2023.

b) Le Secrétariat a vérifié que les pays appliquaient ses directives dans la déclaration des dons de vaccins et a confirmé que les chiffres de l'APD des membres avaient été comparés à leurs dépenses réelles en 2022 et que, le cas échéant, un ajustement avait été effectué. SG - les membres ont suivi les directives du Secrétariat ; N - n'a pas suivi les directives du Secrétariat et a appliqué un prix plus élevé que recommandé. La République Slovaque a choisi d'utiliser ses prix d'achat réels plutôt qu'un prix moyen fixe inférieur, comme le recommandent les orientations du Secrétariat. S'il l'avait fait, son APD pour les dons de vaccins dépassant l'offre nationale se serait élevée à 9.2 millions de dollars. Pour plus d'informations sur la valorisation des vaccins voir ici : <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/faqs-oda-eligibility-of-covid-19-related-activities.pdf>

c) En tenant compte à la fois de l'inflation et des mouvements des taux de change.

d) L'Australie, l'Islande, le Luxembourg, Les Pays-Bas et les États-Unis n'ont pas pris en compte les dons de vaccins provenant de leur approvisionnement national dans leur APD.

Source: OCDE, 12 Avril 2023.